

Notes & Etudes n°30, octobre 1995

Deux "Guérillas dégénérées"
exemplaires :
les Tigres de la Libération de l'Eelam
Tamil
et le Parti des Travailleurs du Kurdistan

Deux "Guérillas dégénérées" exemplaires :
les Tigres de la Libération de l'Eelam Tamil
et le Parti des Travailleurs du Kurdistan
La fin de l'ordre bipolaire du monde et la corruption de certaines guérillas du Tiers-
monde - P. 5

I - LES TIGRES DE LA LIBERATION DE L'EELAM TAMIL (TLET)

L'île de Ceylan, l'Eelam Tamil et les "Tigres" - P. 11

Les Tigres - P. 11

Les TLET, terrorisme et "bombes humaines" - P. 12

Les "Tigres", précurseurs du narcoterrorisme - P. 14

Les "Tigres" en France - P. 17

Les "Tigres", les droits de l'homme et la presse - P. 17

Chronologie 1970 - 95 : le mouvement séparatiste Tamoul à Sri-Lanka - P. 21

II - LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK)

Le "Kurdistan", les Kurdes de Turquie et d'Irak - P. 29

Les organisations politico-militaires Kurdes d'Irak - P. 29

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK - P. 30

Bras armé du PKK et guérilla en Turquie - P. 31

La représentativité du PKK en Turquie et dans le monde kurde - P. 32

Allégeances et alliances - P. 34

Activités du PKK en Europe et dans les Balkans - P. 35

L'Allemagne, objectif prioritaire - P. 36

Le PKK en Arabie Séoudite - P. 38

Le PKK dans l'ex-Bloc de l'Est - P. 38

Activités du PKK au Caucase - P. 39

Une nouvelle "zone hors-contrôle" - P. 40

Le PKK et le narcotraffic - P. 41

Généralités, méthodes, chiffreage - P. 41

Le narcotraffic du PKK en Europe - P. 43

Les clans criminels kurdes et le PKK - P. 46

La gauche européenne et le PKK - P. 49

Chronologie, 1974 - 1995 - P. 53

"Tigres" et PKK : orientation bibliographique - P. 63

"Guérillas dégénérées" : le concept

"Afrique, Inde, Asie du sud-est, Amérique latine : de l'auréole héroïque des partisans, des rebelles, des guérilleros, il ne reste rien. Naguère encore suréquipées idéologiquement et adossées à de puissants alliés étrangers, la guérilla et l'antiguérilla sont dorénavant autonomes l'une comme l'autre. On n'a plus affaire qu'à la populace en armes. Toutes les armées de libération, mouvements nationaux et autres fronts autoproclamés ont dégénéré en bandes de maraudeurs, se distinguant à peine de leurs adversaires. L'alphabet confus qui leur sert à se parer - FLNA ou ANLF, MPLA ou MLNF - ne trompe personne : il n'y a pas d'objectif, pas de projet, pas d'idée qui assure leur cohérence, mais tout juste une stratégie méritant à peine ce nom, car c'est celle du rapt, du meurtre et du pillage... Les guérilleros et les terroristes des années soixante et soixante-dix estimaient encore nécessaire de se justifier. A coups de tracts et de proclamations, de catéchismes rigoristes et de manifestes en langue de bois, ils justifiaient leurs actions par des motifs idéologiques. Leurs successeurs d'aujourd'hui semblent estimer que c'est superflu. Ce qui frappe chez eux, c'est l'absence d'une quelconque conviction."

Hans Magnus Enzensberger

Le "Partisan" - l'irrégulier, le guérillero, le moujahid, le résistant, le terroriste - est, dans l'acception de Carl Schmitt, la figure centrale du combattant de l'ère bipolaire. L'idéologie du partisan, la profondeur de son enracinement, le terrain, rural ou urbain, où il opère, l'importance, la mobilité, l'agressivité de ses forces : tout cela peut varier, mais pas son essence politique, qui seule le distingue du mercenaire ou du brigand. Durant la Guerre froide - guerre de fronts, de positions - le partisan opère dans les zones disputées ou, mieux encore, sur le "territoire" d'un des deux blocs. La superpuissance rivale lui fournit la référence idéologique qui consacre sa nature politique et les moyens de combattre derrière les lignes de l'ennemi. Ainsi, jusqu'en 1989, l'ordre bipolaire donne au partisan son espace de manoeuvre; lui permet d'avancer vers son objectif. Cet espace existe-t-il encore dans le monde qui émerge ? Non. Le partisan doit s'adapter - ou disparaître.

Après la chute du Mur, l'avis général est donc que, passées de mode, privées de moyens, guérillas et forces partisans vont rapidement péricliter.

Or l'absence de soutiens extérieurs n'apaise pas, mais tout au contraire enflamme, les insurrections du Tiers-monde, au point que des zones immenses sont bientôt la proie du chaos. Le phénomène affecte des pays sortant d'un conflit grave (Ethiopie, Angola, Afghanistan) ou des Etats-nation factices en décomposition (Somalie, Zaïre etc.). Ainsi survivent - se développent, même - certaines guérillas du Tiers-monde possédant tout ou partie des caractéristiques suivantes :

- . Une idéologie le plus souvent maoïste et autarcique, prônant de "compter sur ses propres forces",
- . Le contrôle simultané de sanctuaires (conquis par les armes ou humanitaires) et de "comptoirs" (aéroports, ports, villes marchandes), sur la côte ou au contact de l'extérieur. Suivant le "modèle" du Liban en guerre civile, les guérillas dégénérées vivent en prédateurs sur "leurs" territoires et sur les populations civiles, monopolisant le trafic transnational de denrées interdites ou contrôlées : pierres et bois précieux, ivoire, espèces animales rares,
- . Encadrement de diasporas implantées dans les pays développés, Europe surtout, les guérillas dégénérées les forcent à payer l'impôt révolutionnaire et forment en leur sein des réseaux clandestins de narcotrafic, d'importation de main d'œuvre clandestine et de blanchiment d'argent noir.

. Enfin, ces guérillas dégénérées entretiennent des complicités actives avec des Etats hostiles à la France, ou à ses amis et alliés.

Les principales "guérillas mutantes" sont sept, trois asiatiques, deux latino-américaines, une africaine, une proche-orientale :

Philippines : "Nouvelle Armée du Peuple",

Sri-Lanka : Tigres de la Libération de l'Eelam Tamil,

Inde : guérilla sikh combattant pour le "Khalistan" libre,

Colombie : Forces Armées révolutionnaires Colombiennes, FARC,

Pérou : "Sentier Lumineux",

Sénégal : Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance.

Moyen-Orient : Parti des Travailleurs du Kurdistan.

Divers symptômes montrent qu'en outre, les Naxalites en Inde et les Khmers rouges sont engagés sur une pente criminelle. Et que le processus de dégénérescence s'amorce au Proche-Orient. En voici un très symbolique exemple : en juin 1976, l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, Francis Melloy, un second diplomate et un chauffeur sont enlevés puis assassinés par des complices libanais du terroriste Wadi Haddad. En mai 1994 l'un des meurtriers, est retrouvé ... En prison, à Beyrouth. Interpellé en mars 1993 avec 3 kilos d'héroïne, l'ex-terroriste Bassam al-Forkh y purgeait une peine de trois ans pour narcotrafic...

Il faut ici souligner l'extrême nocivité de ces entités hier politiques, désormais reconverties dans le gangstérisme, mais gardant pour la galerie leurs oripeaux idéologiques. Des groupes d'autant plus dangereux qu'ils hantent à la fois les zones grises et les grandes métropoles, du Sud comme du monde développé - Paris notamment. Et jouent à merveille les chauve-souris de La Fontaine, ici se présentant en mouvements de libération nationale, là menant un fructueux trafic de stupéfiants avec la Cosa Nostra, les Triades ou la mafia Turque. •

- I -

LES "TIGRES DE LA LIBERATION DE L'EELAM TAMIL"

L'île de Ceylan, l'Eelam Tamil et les "Tigres"

Aujourd'hui, l'île-Etat de Sri-Lanka compte 17 à 18 millions d'habitants. 1981 : au dernier recensement pratiqué les Cinghalais bouddhistes de souche représentaient 74% de la population; les Tamouls, hindouistes en grande majorité, 18,2% - eux-mêmes étant subdivisés en "Tamouls de Jaffna" (présents sur l'île depuis la préhistoire, 12,6%) et en "Tamouls des plantations" ("importés" par les colons britanniques, 5,6%). Enfin, les Musulmans (7,4%) complétaient, à 0,4% près (divers) l'éventail de la population srilankaise.

A Ceylan comme partout, les Britanniques jouèrent jadis une minorité industrielle (les Tamouls) contre les Cinghalais, majorité rétive à l'ordre colonial. Lors de l'indépendance (1947) les Cinghalais instituent donc une discrimination de facto dans les emplois publics, les banques, l'enseignement, etc., visant les Tamouls "complices des colons".

Enflammés par les textes révolutionnaires de Mao Tsé Toung, du "Che" Guevara et de Régis Debray, de jeunes tamouls entreprennent au début des années 70 une "guerre populaire prolongée", visant à fonder un foyer national tamoul dans le

nord-est de l'île. Cette nation de leurs rêves, ils la nomment "Tamil Eelam". Ce dernier mot est l'ancien nom tamoul de l'île de Ceylan toute entière. L'Eelam Tamil est donc la partie de l'île historiquement peuplée de tamouls (qui sont aujourd'hui de 2,5 à 3 millions).

Sur l'autre rive du détroit de Palk (en réalité un goulet d'à peine 30 km de largeur) qui sépare le nord de Ceylan de l'Inde, se trouve la "profondeur stratégique" des séparatistes tamoul srilankais : le peuple-frère de l'Etat indien du Tamil-Nadu (± 60 millions d'habitants aujourd'hui). Les indépendantistes tamouls de Ceylan ont au Tamil Nadu de nombreux sympathisants et, de Madras, ils accèdent facilement aux importantes diasporas tamoules d'Asie, d'Amérique du Nord et d'Europe. En France, par exemple, la communauté Tamoule comptait ± 60 000 membres au début de la décennie 90.

Les "Tigres"

Les "Tigres de la libération de l'Eelam Tamil" (Liberation Tigers of Tamil Eelam, ou LTTE) sont fondés en 1972 (sous le premier nom de "Tamil New Tigers") par Vilupillai Prabhakaran, lui-même âgé de 17 ans, issu d'une caste inférieure de pêcheurs et marchands de poisson du nord de l'île, les Karaiyar. De fondation, le LTTE est une organisation marxiste-léniniste-maoïste vouée à l'éradication brutale des castes dans la communauté tamoule et à la pratique de la "guerre populaire prolongée" pour la création d'un Etat tamoul souverain à Ceylan. Idéologie, méthodes : les TLET ressemblent fort aux Khmers Rouges de l'ère Pol Pot. Depuis 1987, les Tigres contrôlent au nord-est de Ceylan une zone libérée : la péninsule de Jaffna, ± 1000 km², où vivent de 7 à 800 000 Tamouls. Avant la guerre civile, la métropole de Jaffna était la seconde de l'île. Les Tigres ont également un port en eau profonde sur leur territoire : Point-Pedro.

L' "armée" des Tigres est sans doute la guérilla la plus meurtrière au monde. Selon les sources, on estime que ses forces comptent de 6 à 10 000 combattants. Aux cours des années, les Tigres ont reçu l'aide d'autres mouvements extrémistes; sur la scène palestinienne, notamment celle du FPLP de George Habbache. Selon "Ulanath Thamilar", un périodique des TLET publié à Toronto, Canada, la guerre coûtait aux Tigres ± 8 millions de francs français par mois en 1992 - soit ± 96 millions de f. par an. Ce printemps là, les Tigres cherchaient à collecter 100 millions de francs sur 10 000 familles vivant dans la zone libérée, pour acheter des vedettes d'assaut rapides à 5 millions de f. l'unité, et les équiper, pour les "Tigres de mer", leur "marine de guerre". Les TLET ont également créé des unités de commandos-suicide d'une terrible efficacité, les "Tigres Noirs" ("Karum Puligal" en tamoul - voir plus loin). En outre, selon des services spéciaux indiens, les TLET ont aujourd'hui à leur disposition des ULM et des vedettes rapides. Et chercheraient à se procurer des sous-marins de poche, des drones et des planeurs, pour les opérations-suicide des Tigres Noirs. Ils seraient aussi acquéreurs de radars de bord sophistiqués pour leur "marine".

En septembre 1994 enfin, les Tigres ont publié en Grande-Bretagne un communiqué menaçant d'empoisonner à l'arsenic le thé de Ceylan, produit par des membres de la majorité cinghalaise fidèle au gouvernement de Colombo.

Les TLET, terrorisme et "bombes humaines"

«Question : M. Prabhakaran, on dit que tous vos combattants portent au cou une capsule de cyanure : est-ce un bobard ?

V. Prabhakaran : C'est vrai. Nous avons adopté cette règle dès l'origine. Nombre de nos camarades ont ainsi sacrifié leur vie. Mais ainsi, nous n'avons presque pas de prisonniers... Ce faisant, nos guerriers protègent ceux qui nous aident...

La capsule de cyanure est le symbole de notre détermination... Elle nous donne la force de sacrifier notre vie pour notre cause.”

“The Hindu”, Madras, 5 septembre 1986.

D'abord, cette réalité effrayante : dans l'histoire du monde, nulle autre guérilla, dégénérée ou fidèle à ses idéaux d'origine, nul autre groupe terroriste, n'a réussi à assassiner un chef d'Etat (Ramasinghe Premadasa, Sri-Lanka) et une personnalité d'une envergure politique comparable à celle de Rajiv Gandhi, héritier d'une dynastie indienne illustre, chef de l'opposition au moment de sa mort et ancien premier ministre de la "plus grande démocratie au monde", ce hors du territoire qu'elle contrôle directement. Pire : entre 1989 et 1994, les TLET ont assassiné tous leurs principaux ennemis - sans jamais revendiquer aucun de ces crimes - en s'offrant même le luxe de démentir toute implication dans cet ensemble inouï de meurtres et de massacres.

Juillet 1989 : Appapilai Amirthalingam et Vettivelu Yogeswaran, deux dirigeants du Front uni de libération tamoule (modérés), sont assassinés par balle à leur domicile.

Mars 1991 : le ministre de la Défense srilankais, Ranjan Wijeratne meurt dans l'explosion d'une voiture piégée.

Mai 1991 : Rajiv Gandhi participe à un meeting politique dans la ville de Sriperumbudur, au Tamil Nadu indien, proche de Madras. Une jeune femme s'apprête à le ceindre d'une guirlande et fait exploser une ceinture de 2,5 kilos de C4 qu'elle porte sous son sari. 20 morts déchiquetés, dont Rajiv et la terroriste, dont on ne retrouve que la tête... et une pastille de cyanure qu'elle portait au cou, marque caractéristique des Tigres. Dans la ville indienne de Bangalore, la police encercle en août 91 les responsables du meurtre de R. Gandhi. Les 11 Tigres se suicident tous au cyanure, sauf le chef du groupe, Raja Arumainayam, abattu par les forces de l'ordre. Au printemps 92, la police judiciaire fédérale indienne inculpe Vilupillai Prabhakaran du meurtre de R. Gandhi, ainsi que le chef des services spéciaux des TLET. La justice indienne publie alors un document de 49 pages, plus 400 pages d'annexes, démontrant la responsabilité directe des Tigres dans l'attentat. Rajiv Gandhi a payé sa "trahison" envers les Tigres, lors de l'intervention de la force indienne de paix au Sri-Lanka (1987-90, voir chronologie, p 22).

Novembre 1992 : le chef de la marine srilankaise, le vice-amiral Clancey Fernando est assassiné par un motard-suicide, qui fait exploser une forte charge de plastic au moment de l'impact.

Avril 1993 : le chef de l'opposition srilankaise (Front national démocratique unifié), Lalith Athulathmudali, 57 ans, est assassiné par balles non loin de Colombo, lors d'une réunion électorale. Le meurtrier, Kandiah Ragunathan, un tamoul de Jaffna âgé de 25 ans, se suicide au cyanure peu après l'attentat. Athulathmudali avait été responsable de la lutte contre les Tigres quand il était ministre de la sécurité nationale, de 1987 à 1991.

Mai 1993 : Ramasinghe Premadasa, 68 ans, président du Sri-Lanka depuis décembre 1988, est assassiné, avec 16 membres de son état-major, alors qu'il participe à un défilé du 1er mai. L'auteur du massacre est Kulaweerasingham Veerakumar, 14 ans, un Tamoul de Jaffna. Comme pour Rajiv Gandhi, on ne retrouve que la tête du terroriste et sa pastille de cyanure. Premadasa a payé une tentative de rapprochement avec les Tigres, suivie d'une rupture.

Octobre 1994 : Gamini Dissanayake, candidat du parti national unifié (conservateur) à l'élection présidentielle, hostile à des pourparlers avec les Tigres, participe à un meeting non loin de Colombo. Le scénario-Gandhi se reproduit : une

jeune femme, Mme. Pushpalamar, provoque un carnage en se faisant exploser au premier rang de la salle : 57 morts, dont le candidat, et 200 blessés. Dans le sac à main de la terroriste, une pilule de cyanure au bout d'un lacet et une photo du candidat. L'époux de la "bombe humaine", M. Ravindran, comme elle un Tamoul de Jaffna, est impliqué dans la préparation du meurtre de R. Premadasa.

Décembre 1994 : Karavai Kandasamy, ex-guérillero tamoul ayant abandonné la lutte armée et fort critique des TLET, vice-président d'un parti modéré, est assassiné par balles non loin de son domicile de Colombo.

Les Tigres et le narcoterrorisme

"Pour ce qui est des liens existants entre les filières du trafic d'héroïne et les mouvements terroristes tamouls, signalons qu'à l'occasion de nombreuses enquêtes judiciaires, des éléments ont été dégagés, des documents appréhendés selon lesquels narcotrafiquants et séparatistes tamouls ont partie liée. En mai 1986 notamment, lors de l'arrestation en région parisienne de responsables du "Comité de coordination Tamoul" mêlés à un trafic de drogue, les investigations ont permis d'établir des intelligences avec les "Tigres de la Libération", l'un des bras armés de la résistance tamoule au régime cinghalais."

Note de la Brigade des Stupéfiants, 25 mai 1987

Par l'ampleur du trafic d'héroïne qu'ils organisent dès 1982, par la froide cruauté avec laquelle ils "gèrent" leurs filières et réseaux, les séparatistes tamouls sont encore des précurseurs. Mais, à l'époque personne ne s'en inquiète vraiment. Des entités se voulant politiquement légitimes, combattant pour l'idéal, noble entre tous, de la libération d'un peuple, importent en Europe des tonnes d'héroïne pendant au moins cinq ans ? "Le Monde" (31/7/85) se borne à remarquer que "ce trafic a parfois des résonances politiques". Quant aux organismes internationaux spécialisés, ils ne veulent tout simplement pas savoir : "Interpol ou le centre de lutte contre la drogue des Nations-Unies, à Vienne, n'ont pas vocation à s'y intéresser [à la nature "politique" du narcotrafic, NDLR]. Pour eux, la filière srilankaise, ce sont avant tout - et seulement - quelque 1500 kilos d'héroïne introduits en Europe durant la seule année 1984 .

Et pourtant : dès 1982, les services de douanes de pays situés à la périphérie de l'Europe occidentale commencent à signaler des saisies de "brown sugar" pakistanais, par quantités de 3 à 10 kilos, sur des tamouls de Ceylan. Ce sont toujours de pauvres hères, que la presse qualifie vite de "kamikazes du narcotrafic", ou encore d' "OS", de la drogue. L'invasion de ces "coolies" atteint en 1983 le cœur de l'Europe et l'année suivante, Interpol estime que la filière srilankaise est responsable de l'importation de 1,5 tonne d'héroïne en Europe - quantité gigantesque à l'époque, où une saisie de 10 kilos de "poudre" fait la "une" des journaux. Cette année là, 135 kilos d'héroïne sont saisis en Europe et 241 tamouls de Ceylan y sont arrêtés - dont 89 en France.

Les filières ? Les "kamikazes" partent toujours de Colombo, Madras ou Bombay. L'héroïne, elle, vient du "Croissant d'Or", d'où de fréquentes escales des courriers à Karachi, au Pakistan. Sinon, la filière de l'Est passe par l'URSS et Berlin-Est, puis Ouest, enfin la France ou les Pays-Bas. Autre filière orientale : via la Syrie, ou les Tigres ont des amis chez les extrémistes palestiniens, la Tunisie et enfin l'Europe du sud, France ou Italie. Dans ce dernier pays, les séparatistes tamouls ont de précieux contacts à Rome, mais aussi à Naples, Catane et Palerme, où existent des communautés d'émigrés tamouls. Une dernière filière passe par les Canaries et l'Espagne.

En 1985, 645 passeurs tamouls de Jaffna sont arrêtés en Europe, porteurs de 93

kilos d'héroïne, en Allemagne de l'Ouest, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne (Madrid, Barcelone, Las Palmas - Canaries), France (Paris, Marseille), Grande-Bretagne, Grèce, Italie (Rome, Naples, Palerme, Catane), Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse. D'autres encore en Yougoslavie et en Tunisie. On le voit : l'investissement de l'Europe est massif et méthodique.

Septembre-octobre 1984 : arrestation à Rome et dans la région, de dizaines de tamouls de Jaffna vivant à dix ou quinze dans des taudis, en possession de quantités importantes d'héroïne. Détail abominable : ces passeurs, illettrés, absolument dépourvus de documents d'identité et ne sachant que griffonner "leur" nom et date de naissance, ont souvent la langue coupée. Un moyen infallible pour s'assurer de leur silence définitif ...

Octobre 1984 : un tamoul de Jaffna est arrêté à l'aéroport de Londres-Heathrow, porteur de 2,5 kilos d'héroïne. Il avoue vendre la drogue au profit des Tigres.

Février 1985 : arrestation à Pierrefitte, Seine Saint-Denis, de tamouls de Jaffna en possession de 5 kilos d'héroïne.

Mars 1985 en Italie : les interpellations de l'automne précédent, permettent de remonter la filière. Dans la région de Rome, arrestation d'un réseau de Tamouls de Jaffna en possession d'importantes quantités de brown sugar dont les chefs sont Selliah Pushpathillainathan (25 ans) et Mylvaganam Thevendraraja (28 ans). A Naples, interpellation de Durairajah Prabhakaran porteur de 3 kilos de brown sugar. Un de ses complices détient, lui, 7 kilos de cette drogue. A Catane, Sicile, des Tamouls de Jaffna détiennent 15 kilos d'héroïne. Ces perquisitions permettent de saisir nombre d'éléments de propagande et documents internes des TLET, plus de 40 kilos d'héroïne, plusieurs millions de Deutschemark, etc. Le 16 mars 1985, la justice italienne inculpe ces individus et 33 de leurs complices, âgés de 20 à 30 ans, de "conspiration criminelle pour un trafic de drogue international", faux et usage de faux documents officiels, etc. Dans "L'Expresso" du 19 mars 1985, le procureur de Rome Luciano Infelisi souligne : "ces individus agissaient par conviction politique... leurs profits servaient à acheter des armes". L'enquête révèle aussi que ces Tamouls sont en contact étroit avec la Camorra (Naples) et Cosa Nostra (Catane et Palerme). Ces tenants de l'omerta ont sans doute été fort impressionnés par l'infaillible silence des porteurs aux langues coupées...

Octobre 1985 : La Brigade des Stupéfiants et du Proxénétisme arrête une dizaine de tamouls dans un pavillon de Seine-et-Marne, en possession de 10 kilos d'héroïne. Au total, 60 Srilankais tamouls sont interpellés, dont 9 des cadres du réseau. La plupart sont des "réfugiés politiques". Le même mois, procès à Paris de 8 Tamouls de Jaffna, dont une femme; eux aussi bénéficiant du droit d'asile au titre "politique". L'un des accusés, M. Rajaratnam avoue : son groupe appartient aux TLET, au profit desquels se fait le trafic. L'argent gagné est envoyé à "Kumar", un autre Tigre résidant à Bombay, Inde.

En juin 1986, enfin, un réseau de tamouls de Jaffna est démantelé à Sarcelles. Ses responsables, MM. Chandrakhumarran et Vellutylul, sont aussi les dirigeants du "Comité de coordination tamoul en France", une association-écran où les Tigres font la loi.

Depuis, les narcoterroristes Tamouls persévèrent - plus prudemment. Mais en mars 1993 encore, l'OCTRIS et le SRPJ de Strasbourg ont démantelé une filière srilankaise de trafic d'héroïne entre la France, les Pays-Bas et l'Espagne. Selon les observations policières, 7 Tamouls srilankais dirigés par Srikandjarah JE... (de son métier, vendeur en librairie au Quartier Latin) avaient introduit 8,2 kilos d'héroïne indienne dans notre pays entre octobre 92 et mars 93.

Les Tigres en France

La férocité des Tigres égale celle des Khmers Rouges - on le verra plus bas. Leur pratique - prouvée - du narcotrafic remonte à plus d'une décennie. Le gouvernement du Sri Lanka, lui, est aujourd'hui respectable - même, de nuance social-démocrate, ce qui devrait apaiser les craintes des plus vétilleux défenseurs des droits de l'homme. Pourtant, les Tigres sont libres d'agir à Paris, d'où leur émissaire, Lawrence Thilakar, membre avéré du comité central des TLET, donne des interviews excusant ou exaltant les pires méfaits des Tigres au Sri-Lanka. Et un millier de "Tigres" ont pu manifester le 10 juin 1995, de la République à la Bastille, sous une banderole qui proclame "La liberté de Tamoul Eelam est le seul but". Enfin, il faut lire jusqu'au bout un article de la presse britannique pour découvrir que les ULM en possession des Tigres ont été récemment "volés à un aéro-club français". Pourtant, inexplicablement, de grands journaux ont toujours pour les Tigres les yeux de Chimène...

Les Tigres, les droits de l'homme et la presse

Le 17 octobre 1994, le "New York Times" établit l'analogie entre les Tigres et les Khmers Rouges à partir d'observations faites dans la zone libérée de Jaffna : le régime des Tigres est "brutal" et inspire "la peur la plus grande à la population"; il pratique la "guerre ethnique", les "arrestations arbitraires et les tortures"; "disparitions et assassinats" y sont monnaie courante. Enfin, il mobilise pour sa guerre de libération une "armée d'enfants de 11 à 12 ans". En juin 1994, même le mensuel "Echo of Islam", publié à Téhéran, d'ordinaire fort bienveillant envers tout ce qui ressemble à un mouvement de libération, exécute les Tigres en une phrase : "organisation fasciste et raciste". Il faut dire que le dossier des Tigres est très lourd, s'agissant d'un Etat, Sri-Lanka, qui est tout au long de la décennie 80 le second au monde (après le Salvador) pour le nombre de victimes de la violence politique en proportion de la population.

Nettoyage ethnique : Il y a à Sri-Lanka 1,2 millions de musulmans, Tamouls ou Cinghalais convertis, un peu dans la situation des Musulmans de Bosnie-Herzégovine. Un tiers d'entre eux vit au nord-est de l'île, considéré par les Tigres comme l'Eelam Tamil. Par tradition et par peur des séparatistes tamouls, les musulmans srilankais sont plutôt proches du gouvernement de Colombo. D'où le nettoyage ethnique pratiqué par les Tigres depuis plus d'une décennie - sans ambages cette fois, le secrétaire général des TLET, Yogaratnam Yogi ayant à plusieurs reprises déclaré que les musulmans étaient des "traîtres" et justifié les massacres.

Août 1990, village de Kattankudy; une semaine plus tard, village d'Eravum; au total, 313 femmes, enfants et hommes musulmans massacrés dans deux mosquées, à l'heure de la prière. Octobre 1990 : 190 musulmans, pour moitié femmes et enfants, massacrés dans la province de Batticaloa (est de l'île). Des centaines de blessés, 120 veuves. Avril 1992 : 56 musulmans massacrés à Alingipothana. Au total, pour la décennie 1984-94, 103 villages musulmans attaqués, pillés et brûlés par les Tigres au prix de près de 2800 morts. Fin mai 1995, de 150 à 200 Tigres massacrent 44 cinghalais et musulmans dans un village de pêcheurs du nord-est de Sri-Lanka.

En juin 1995, encore, les Tigres exigent le départ de 60 000 musulmans de la ville de Kattankudy, un port de la province orientale de Batticaloa, dans laquelle ces derniers sont majoritaires. En août 1990, les TLET ont déjà massacré 140 musulmans désarmés dans cette même ville. Fin juillet, les TLET menacent de massacrer les musulmans qui n'évacueraient pas la ville de Puttalam (27 000

habitants, province orientale).

Elimination de la concurrence : entre 1986 et 87, tous les groupes séparatistes et révolutionnaires tamouls autres que les Tigres :

- . People's liberation organization of Tamil Eelam (PLOTE),
- . Tamil Eelam liberation organization (TELO),
- . Eelam revolutionary organization of students (EROS),
- . Eelam people's revolutionary liberation front (EPRLF),
- . Eelam national democratic liberation front (ENDLF), etc.

ont été anéantis et leurs militants intégrés de force au sein des TLET après "rectification". En 1986, toute la direction politique du TELO est assassinée; en 1990 encore, un commando des TLET massacre les 13 dirigeants d'un groupe rival réfugié au Tamil Nadu.

Pratiques stalino-maoïstes : en vrac, mobilisation pour la guérilla des enfants à partir de 13 ans jusqu'à la fin de 1994; depuis lors, à partir de 11 ans. Exécutions publiques à Jaffna, les cadavres criblés de balles des "traîtres" restant ensuite attachés aux réverbères. Présence dans la zone libérée de camps de concentration, comme celui de Mattuvil, réservé à ± 500 militantes - mais aussi filles et épouses de "déviationnistes". Là, comme chez les Khmers rouges, des gardiennes souvent âgées de moins de 14 ans, issues des "Oiseaux de la libération" (l'organisation féminine des TLET), maltraitent, torturent et parfois tuent les détenues - on encore les prostituent à des Tigres en goguette. Précisons que tout ceci provient de témoignages recueillis et recoupés par des associations humanitaires impartiales, originaires de l'île. Exemple : en juillet 1995, l'Association des Professeurs d'Université pour les droits de l'homme, une ONG tamoule fort respectée, accuse les Tigres de recruter des enfants comme soldats et de s'en servir comme "chair à canon".

Tout cela, l'envoyé spécial du "Monde" l'ignore. Le 24 avril 1994, Jean-Pierre Clerc signe un long reportage intitulé "Dans l'antre des Tigres à Sri-Lanka". On y lit que les Tigres sont des "guerriers de farouche réputation", "déterminés" et "motivés". Leur chef, Vilupillai Prabhakaran, qui a été "longtemps marxiste" est "un guerrier hors-pair", et l'"idole de ses troupes". J-P Clerc note aussi sans déplaisir que "ni alcool ni relations sexuelles ne sont tolérées" au sein de la troupe. Et que les Tigresses, "comme leurs compagnons Tigres, n'hésitent pas à mâcher la capsule de cyanure qu'elles portent au cou lorsque, blessées, elles pourraient être faites prisonnières". Ayant admis du bout des lèvres, que les TLET sont un "parti totalitaire", J-P Clerc finit par rencontrer dans une rue de Jaffna deux indigènes qui ronchonnent un peu. Mais le narcotraffic ? Les massacres ethniques ? Les camps de concentration ? Pas un mot.

Une bouffée isolée et récurrente de Maolâtrie ? Non : le 25 octobre suivant, lendemain de l'assassinat de G. Dissanayake, l'éditorial non signé du "Monde" - la fameuse colonne de gauche aujourd'hui supprimée - intitulé "La paix meurtrie du Sri-Lanka" témoigne encore d'une étonnante "tigrophilie" :

"Comme d'habitude les représentants des forces de l'ordre srilankaises ont accusé les militants séparatistes du LTTE, les fameux "Tigres" Tamouls, d'avoir frappé, une fois de plus, au cœur de Colombo. En apparence, tout accuse en effet ces extrémistes ... l'auteur de l'attentat de dimanche est apparemment un "kamikaze"... les Tigres n'ont jamais revendiqué la responsabilité de ces assassinats, pas plus qu'ils n'ont reconnu le meurtre de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi... Reste que les accusations réitérées contre les Tigres cachent mal une réalité plus complexe... L'attentat de Colombo, quel qu'en soit l'auteur, vient de rappeler que

bien des extrémistes ont intérêt à ce que l'ex-Ceylan continue de s'entre-déchirer".
[italiques par nos soins, NDLR] .

Le 2 mai 1995, Chandrika Kumaratunga, révolutionnaire puis dirigeante socialiste, élue présidente du Sri-Lanka pour faire la paix avec les Tigres, n'hésite pas, elle, à déclarer à l'hebdomadaire "India Today" que Vilupillai Prabhakaran est un "mégalomane impitoyable qui fait assassiner quiconque s'oppose à lui et a ordonné de sang froid le meurtre de Rajiv Gandhi".

Tigres de la Libération de l'Eelam Tamil : Chronologie 1970 - 1995

1970

Fondation d'un mouvement étudiant tamoul "Thamil Manavar Peravai" (Mouvement étudiant tamoul, marxiste-léniniste-maoïste) qui se fond dans le Front de la jeunesse tamoule, mouvement juvénile du Front tamoul unifié (nom que prend à l'époque l'ancien Parti fédéraliste tamoul). Le Front de la jeunesse passe rapidement à la clandestinité.

1971

Février : premiers attentats (engins incendiaires ou explosifs) dans la région de Jaffna. premières arrestations de jeunes séparatistes.

1972

Le Front de la jeunesse tamoule éclate en plusieurs mouvements, tous révolutionnaires et clandestins, dont :

. Les Nouveaux Tigres Tamouls (Tamil New Tigers, TNT), à Jaffna. Ce mouvement est fondé par un

étudiant nommé Villupilai Prabhakaran, à l'époque âgé de 17 ans.

. L'Organisation populaire de Libération de Tamil Eelam (People's Liberation Organization of Tamil

Eelam, PLOTE.

Dès lors, les mouvements indépendantistes clandestins nouent des liens avec les tamouls indiens (Etat du Tamil Nadu, capitale Madras). L'un des dirigeants séparatistes déclare en février 1972, dans une interview publiée dans un journal de Madras : "Nous nous battons pour un Etat pleinement indépendant. Nous exigeons un Etat séparé à Ceylan... ce pourquoi nous avons besoin de l'aide du peuple du Tamil Nadu, mais aussi de celle de tous les peuples de l'Inde". Les indépendantistes entrent aussi en contact avec la diaspora tamoule en Asie, en Amérique du Nord et en Europe.

Première vagues d'attentats visant des personnalités politiques tamoules modérées et fédéralistes, participant au gouvernement de Colombo ("collabos").

1975

Juillet : assassinat (armes à feu) d'Alfred Duraiappah, le maire tamoul modéré de Jaffna, à proximité

d'un temple Krishnaïte où il se rendait.

1976

Mai : des politiciens naguère modérés (fédéralistes) exigent désormais la construction d'un Etat de Tamil Eelam "libre, souverain, laïc et socialiste" et fondent le Front Unifié de Libération Tamoul.

Ce

qui ne les empêche pas de rester les cibles d'attentats des Tigres.

Cette année là, les Tamil New Tigers adoptent le nom de Tigres de la Libération de Tamil Eelam (Liberation Tigers of Tamil Eelam, LTTE).

1977

Début d'une guérilla de grande ampleur des Tigres (TLET).

1978

Le gouvernement Sri-lankais dissout et interdit les TLET.

1979

Le gouvernement Sri-lankais adopte une loi antiterroriste sévère. La loi martiale est instaurée à Jaffna.

1980

Revenue au pouvoir en janvier, Indira Gandhi se lance dans une politique de soutien aux séparatistes tamouls. Le SR extérieur indien (Research and Analysis Wing, RAW) établit, pour les Tigres, des camps d'entraînement et de repli au Tamil Nadu, le plus souvent à proximité des camps de réfugiés tamouls srilankais.

Alliés N°1 des Tigres à l'époque : le clergé tamoul. Par rapport à l'hindouisme, la communauté catholique tamoule de Sri-Lanka se trouve en effet dans la situation des chrétiens orthodoxes palestiniens face à l'Islam : celle d'une minorité jouant la surenchère révolutionnaire pour masquer sa faiblesse. Une stratégie séduisante pour des prêtres tamouls marqués par la théologie de la libération. Et l'explication des liens noués très tôt entre les Tigres et le FPLP, émanation politique des palestiniens grec-orthodoxes.

Après l'assassinat de sa mère par des Sikhs en septembre 1984, Rajiv Gandhi poursuit quelques temps la politique d'aide aux Tigres, mais finit par éprouver des doutes. D'abord en raison de l'ultra-violence des Tigres, mais aussi sur leurs objectifs réels. Et s'il s'agissait pour Villupilai Prabhakaran de créer le "grand Eelam", comprenant l'Etat indien du Tamil Nadu et l'Eelam Tamil srilankais ?

1983

Juillet : les Tigres massacrent 13 soldats srilankais à Jaffna. Dans toute la partie cinghalaise de l'île, éclatent alors des pogroms, au cours desquels de 2 à 3000 tamouls sont assassinés, avec la complicité active ou passive des forces de sécurité srilankaises. La rupture entre les deux communautés est consommée. A cette époque, la branche armée des TLET compte une trentaine d'hommes dans la ville de Jaffna, équipés d'armes légères.

1985

Mai : Habillés en militaires srilankais, des Tigres massacrent des pèlerins dans un sanctuaire que les bouddhistes tiennent pour sacro-saint, à Anuradhapura ("arbre du Bouddha").

1987

Au début de l'année, les guérilleros des TLET parachèvent la "libération" de la péninsule de Jaffna, qu'ils ont entamée dès 1983, sous le commandement de Sathashivam Krishnakumar "Kittu", le chef

militaire des Tigres.

Mai : opération militaire importante de l'armée srilankaise contre les "zones libérées" contrôlées par les Tigres au Nord de l'île. Manifestations de soutien aux Tigres dans tout le Tamil Nadu, notamment à Madras.

Juillet : dans la ville de Mannar, les Tigres font exploser un camion piégé dans une base militaire : près de 70 morts.

Peu après, l'Inde et le Sri-Lanka décident d'implanter au nord de l'île une force indienne de maintien de la paix (Indian Peace Keeping Force, IPKF). Après avoir remporté quelques succès - les Tigres se retirent de la ville de Jaffna en novembre 1987 - l'IPKF (qui compte près de 80 000 hommes à son apogée) s'enlise. Et finit par se retirer en mars 1990 après avoir perdu près de 1200 hommes, plus 5000 blessés - en ayant absolument échoué à désarmer les Tigres, tout au contraire. Les TLET comptaient ± 4000 hommes en armes au début de 1987 et en alignent ± 10 000 au début de 1990.

Profitant de la présence de l'IPKF, les Tigres entreprennent d'anéantir leurs rivaux et entreprennent le "nettoyage ethnique" de l'Est de Ceylan, traquant notamment les musulmans "collabos" du régime de Colombo. Fin 87, toutes les directions politico-militaires des groupes séparatistes tamouls rivaux ont été liquidées.

1988

La guerre, les massacres, etc. font près de 10 000 morts dans l'année.

1989

Juillet : Appapilai Amirthalingam et Vettivelu Yogeswaran, dirigeants du principal parti tamoul modéré sont assassinés (armes à feu) à leurs domiciles. Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

1990

Pourparlers, d'avril à juin, entre le gouvernement srilankais et les Tigres. Echec. les TLET reprennent la guerre :

- . Guerre de positions au Nord,
- . Guérilla à l'Est,
- . Terrorisme à Colombo

Cette année là, combats et massacres font de 3 à 400 morts par semaine.

1991

Mars : assassinat de Ranjan Wijeratne, le ministre de la Défense (voiture piégée, à Colombo). Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

Mai : assassinat de l'ex-premier ministre indien Rajiv Gandhi (bombe humaine, une femme, non loin

de Madras). Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

1992

Novembre : assassinat du commandant en chef de la marine srilankaise, l'amiral Clancey Fernando (bombe humaine à moto, à Colombo). Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

1993

Janvier : la marine de guerre indienne intercepte, non loin des côtes srilankaises, le "MV Ahat", un cargo de 400 tonnes chargé d'armes, à bord duquel se trouve Sathashivam Krishnakumar "Kittu", un haut dignitaire des Tigres qui réside d'ordinaire à Londres. Plutôt que de se rendre, "Kittu" saborde le cargo et coule avec lui.

Avril : assassinat (armes à feu), non loin de Colombo, du chef de l'opposition srilankaise, Lalith Athulathmudali. Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

Mai : assassinat du président srilankais Ranasinghe Premadasa (bombe humaine à vélo, à Colombo, 20 morts). Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

Juillet : attaque des Tigres contre une base militaire srilankaise au nord-est de l'île : 60 morts, dont un tiers de civils. Attaque analogue quelques jours plus tard, 13 morts.

Août : une vedette-suicide des Tigres de mer coule une canonnière de la marine srilankaise; pas de survivants.

Août-septembre : rumeurs de purges dans la hiérarchie des Tigres; accusé par Vilupillai Prabhakaran d'être "à la solde des services spéciaux indiens", le RAW, le N°2 supposé des TLET, Gopalaswamy Mahendrarajah, est arrêté, puis "disparaît", dans la meilleure tradition stalino-maoïste.

Novembre : attaque massive des Tigres contre la base militaire srilankaise de Pooneryn, la plus importante de la péninsule de Jaffna. Après avoir submergé la base - 637 marins et soldats tués, 547 blessés, bilan officiel - les Tigres s'emparent d'un véritable arsenal, dont deux blindés et cinq hovercraft militaires, puis détruisent les radars de la base et se replient. Les Tigres reconnaissent 470 morts, mais leurs pertes réelles sont à coup sûr beaucoup plus élevées.

1994

Avril : les Tigres submergent une base srilankaise dans le district de Batticaloa (est de l'île) : 42 militaires tués. Ce même mois, campagne de bombes dans des hôtels de luxe de la région de Colombo.

Août : les sociaux-démocrates gagnent les élections législatives, Mme. Chandrika Kumaratunga

devient premier ministre.

Septembre : levée partielle du blocus économique de la péninsule de Jaffna; un cessez-le-feu informel entre les Tigres et l'armée srilankaise s'instaure peu à peu. Le même mois, attaque d'une vedette-suicide des Tigres de mer contre la plus grosse unité de la flotte srilankaise, un patrouilleur de 330 tonnes. 25 marins tués. Pillé, puis brûlé, le navire part à la dérive.

Octobre : les Tigres envoient 400 guérilleros dans l'Est de l'île, précédemment reconquis et stabilisé par l'armée. Le même mois, assassinat (bombe humaine, banlieue de Colombo, 57 morts) du candidat du principal parti d'opposition aux élections présidentielles, Gamini Dissanayake. Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

Novembre : les Tigres annoncent officiellement un cessez-le-feu unilatéral, du fait de l'élection de Chandrika Kumaratunga à la présidence de la République srilankaise, sur un programme de paix avec les Tigres.

Décembre : à son tour, le gouvernement srilankais propose une trêve aux Tigres, qui acceptent. Le même mois, le vice-président d'un parti tamoul modéré, Karaiva Kandasamy, est assassiné (armes à feu, à Colombo). Tout accuse les TLET, qui nient toute implication dans l'affaire.

1995

Janvier : les négociations de paix reprennent, alors que le harcèlement des Tigres contre l'armée n'a pas cessé depuis novembre 1994. Les Tigres profitent de la trêve pour se réimplanter à l'est de l'île, dans la région d'Ampara.

Avril : fin de la trêve. Deux unités-suicide des Tigres de mer coulent deux patrouilleurs de la marine

srilankaise dans le port de Trincomalee; 12 morts, 23 blessés. Le blocus sur Jaffna est réinstauré, alors que les tirs de mortier et de roquettes se multiplient sur les bases militaires du nord-est de Ceylan, ainsi que les embuscades des Tigres sur des patrouilles de militaires et de policiers. Ce même mois, Vilupillai Prabhakaran écrit, à propos de l'attentat d'Oklahoma City, à l'ambassadeur des Etats-Unis à Colombo : " Quand un peuple est persécuté et désespéré, la frustration et la rage le contraignent à recourir à la violence." A la fin du mois, les Tigres attaquent plusieurs bases au nord de l'île : 20 morts chez les militaires.

Mai : les Tigres abattent, à l'aide de missiles sol-air, deux avions de transport Hawker-Siddeley "Avro" de l'armée srilankaise; 100 morts au total. Peu après, P. V. Narasimha Rao, le premier ministre indien, déclare que l'usage de ces missiles par les Tigres est "effrayant". A la fin du mois, 500 Tigres submergent une base militaire isolée de la province de Batticaloa (est de l'île); 26 soldats

tués.

Juin : Les Tigres de mer coulent un cargo mixte civil affrété par la Croix-Rouge. Un marin est noyé.

dans une lettre d' "excuses", V. Prabhakaran parle d' "incident ennuyeux"...

. Ce même mois, la justice indienne demande officiellement à Colombo l'extradition de Vilupillai Prabhakaran, inculpé de l'assassinat de Rajiv Gandhi.

. A Jaffna, les Tigres s'attendent à une offensive srilankaise. ± 5000 jeunes, souvent très jeunes tamouls sont recrutés et entraînés à la hâte.

. "Ellalan Force", émanation terroriste des Tigres, tente de faire sauter l'aéroport international de Colombo avec un camion d'explosifs (détecté à temps). Avertissement des terroristes : les touristes étrangers doivent éviter l'île.

. La marine de guerre indienne isole Eelam Tamil par la mer - lui imposant un embargo de fait.

. Fin juin : les Tigres attaquent une base militaire de la péninsule de Jaffna; ± 200 morts au total. La trêve est rompue depuis deux mois à peine et les pertes vérifiées des Tigres et des militaires srilankais dépassent les 1100 morts. Au total, une institution humanitaire respectée de Colombo estime que, depuis le début des années 70, les pertes s'élèvent chez les combattants à 20 à 30 000 morts et à près de 40 000 morts chez les civils de toutes les communautés.

Juillet : L'armée srilankaise lance 10 000 hommes à la reconquête de la presqu'île de Jaffna : 4 brigades d'infanterie, des avions, chars, hélicoptères, navires, etc. L'opération "bond en avant" est d'une extrême violence et 250 000 tamouls fuient les combats. Les Tigres abattent un bombardier léger Puccara avec un missile sol-air. Fin juillet, l'armée srilankaise est à 6 km. de la ville de Jaffna, tandis que les Tigres multiplient les attaques dans l'est de l'île (Batticaloa, Trincomalee) pour tenter de soulager leur "zone libérée". •

- II -

LE

"PARTI DES
TRAVAILLEURS
DU KURDISTAN"

"Il est prouvé que le PKK est désormais parfaitement organisé pour produire, convoier et trafiquer les opiacés et le cannabis dans toute l'Europe. Qui plus est, preuves matérielles et sources de renseignement démontrent que le PKK se livre également au blanchiment de l'argent provenant du narcotraffic... les fonds ainsi récupérés sont ensuite rétrocédés à cette organisation terroriste."

Ministère de la Justice des Etats-Unis
Drug Enforcement Administration
Rapport d'enquête confidentiel du 23 juin 1995, diffusé à tous les bureaux de la DEA en Europe ainsi qu'au Pakistan.

Le "Kurdistan", les Kurdes de Turquie et d'Irak
L'aire culturelle kurde s'étend dans une zone montagneuse (Chaînes du Taurus et du Zagros), répartie entre les Etats suivants :
Turquie : ± 12 millions de Kurdes (sur les 58 millions de citoyens turcs),
Iran (nord-ouest) : ± 6 millions (sur 56 millions),
Irak (nord) : ± 4 millions (sur 18 millions),
Syrie (nord) : ± 800 000 Kurdes (sur 13 millions),
Ex-URSS (Arménie en majorité) : ± 500 000,
Liban : ± 70 à 100 000.
Là-dessus, de 6 à 700 000 réfugiés ou émigrés en Europe.
Soit, selon les sources, de 20 à 24 millions de Kurdes - donc le quatrième groupe ethnique dans l'ensemble Moyen-orient / Asie du sud-ouest, après les Arabes, les Turcs et les Perses. Ces indo-européens sont musulmans sunnites dans leur majorité (minorités chi'ite duodécimaine, alaouite, chrétienne et yézidie). Du fait de leur éclatement en une mosaïque de tribus et de clans, à ce jour incapables d'unité durable et souvent déchirées par des vendettas féroces, les Kurdes, indomptés même sous Genghis Khan et de Hulagu, ont été, tout au long de leur histoire, maltraités - sinon pire - dans l'ensemble de la région. Comme le dit un intellectuel kurde : "chez nous, chaque vallée est une nation différente, un autre pays". Aujourd'hui par exemple, les Kurdes de Turquie usent de l'alphabet latin et

ceux d'Iran, de Syrie et d'Irak, respectivement des écritures perse et arabe. Rien qu'en Turquie, pays où vivent 47 minorités ethniques ou religieuses, l'ethnie "kurde" englobe les tribus et clans kurdes proprement dits, parlant en général le turc et, souvent, le Gurmanj ou Kurdmanji. Ces tribus sont en général musulmanes sunnites, parfois alaouites (alévis) ou yézidis - ou encore chrétiennes (rite assyrien). Mais existent aussi les tribus Zazas - elles-mêmes sunnites ou alévis - parlant le Zaza, incompréhensible aux "Kurmanjophones", et qui sont d'une "kurdité" que nombre d'experts trouvent douteuse.

Les organisations politico-militaires Kurdes d'Irak

Il s'agit d'abord du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) fondé par Mustafa Barzani, dans la guérilla depuis la fin des années 60. Il est aujourd'hui dirigé par son fils Massoud; puis de l'Union des Patriotes du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani. En termes de forces militaires, d'implantation, d'alliances etc. ces organisations sont nettement plus puissantes que le PKK. L'accord d'Alger (1975) entre Saddam Hussein et le Chah d'Iran, qui portait avant tout sur le partage des eaux du Chott el-Arab met pratiquement fin à l'aide militaire de l'Iran impérial - et des Etats-Unis - à Barzani. Abondante depuis le début de 1974, cette aide avait permis aux guerriers de Mustafa Barzani de libérer une bonne part de leurs terres d'Irak. La fermeture du robinet Iranien les contraint à se retirer de leurs "sanctuaires" et provoque une scission au sein du mouvement Kurde (celle de l'UPK).

Le PKK a d'abord été allié au PDK - du bout des lèvres; une rupture se produit au premier massacre de "gardes de villages" commis au "Kurdistan" turc. Mais au printemps 1987, un accord est conclu (livraison d'armes lourdes, etc.) entre le gouvernement Iranien et l'UPK de Jalal Talabani. Un an après, un rapprochement (lui aussi de pure convenance) est annoncé entre le PKK et l'UPK. Un mouvement islamiste kurde apparaît alors; d'abord en Irak, où la presse révolutionnaire-Islamique de Téhéran se fait l'écho des activités d'un "Mouvement islamique du Kurdistan irakien" (IMIK) naguère appelé "Hizballah du Kurdistan". Mais aussi dans le sud-est de la Turquie, où les mêmes journaux islamistes font état d'activités (sporadiques) d'un "Parti Islamique du Kurdistan" et de "Gardiens de la Foi" kurdes.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK

Le PKK provient de la vague maoïste qui déferle sur la Turquie, comme sur le reste de l'Europe, vers la fin des années 60. Dès les années 70, les jeunes "maos" turcs adhèrent, soit à des organisations communistes combattantes comme la "Gauche révolutionnaire" (Dev. Sol) , soit à d'autres groupes favorisant la revendication nationale kurde, tout en étant marxistes-léninistes. C'est de ce courant-ci que sont issus les fondateurs du PKK - Partiya Karkaren Kurdistan - Parti des Travailleurs du Kurdistan. Méthodes sanglantes, léninisme grossier teinté de nationalisme, culte du leader, férocité aussi bien interne qu'extérieure à l'organisation, base paysanne, guérilla rurale : le PKK ressemble fort au Sentier Lumineux de Gonzalo Abimaël Guzman.

Dès l'origine à la tête du PKK, Abdallah Ocalan "Apo". Son objectif : créer l'équivalent kurde des mouvements maoïstes turcs, d'un marxisme-léninisme tout aussi rigide, puis débarrasser le peuple kurde de son système tribal traditionnel et fonder un Etat Kurde communiste indépendant; en Turquie mais aussi en Irak, en Iran, en Syrie.

Les militants du PKK (hors émigration) sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. "Recrutés"

souvent de gré, parfois de force, ces jeunes sont emmenés au Liban, via la Syrie, ou dans la zone hors contrôle au nord de l'Irak, puis formés à la guérilla dans les camps du Parti. D'autres bases "militaires" du PKK ont récemment été repérés en Iran (5, non loin de la frontière turque) et, encore, aux limites de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan (voir plus loin, p...).

En amont, le PKK s'est doté en 1984 d'un Front de Libération Nationale en règle (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan / ERNK). Présidé lui aussi par A. Ocalan, L'ERNK a sa base principale est à Athènes, où réside son porte-parole officiel. Au-delà du PKK, il est censé regrouper des associations "patriotiques" en Europe, en Iran et en Syrie. Mais en réalité, l'ERNK n'a pas mordu sur la clientèle des autres mouvements Kurdes. En aval du Parti, l'"Armée Populaire de Libération du Kurdistan", ARGK mène la lutte armée. Armée Populaire de Libération" : on ressent bien ici l'influence maoïste.

Bras armé du PKK et guérilla en Turquie

Selon des experts régionaux crédibles, l'"Armée Populaire de Libération du Kurdistan" comptait à la fin de 1993 de 7 à 10 000 guérilleros, inégalement armés, répartis entre le sud-est anatolien et diverses bases au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran et désormais au Caucase, aux confins de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. A l'origine (1980-84) le bras armé du PKK se réduisait à ± 500 hommes dotés d'un armement léger - et hétéroclite - basés en Syrie et au Liban. Mais depuis, l'ARGK s'est considérablement renforcée. Ainsi, selon des sources fiables, l'"Académie militaire Mahsum Korkmaz" de Helwé (Liban, désormais fermée) entraînait-elle chaque trimestre de 3 à 400 "recrues" du PKK en 1992.

Partis des bases extérieures de l'ARGK, des commandos de quelques dizaines de guérilleros s'infiltrèrent, parfois de plus de 300 kilomètres, dans les zones isolées du sud-est anatolien. Installée dans un secteur montagneux d'accès difficile, l'unité de guérilla approche les paysans des villages proches et - de gré ou de force - s'assure leur appui. Partant de leurs bases, les guérilleros attaquent des patrouilles, des objectifs économiques, etc. L'instabilité instaurée, la situation se radicalise et le PKK exploite les réactions des militaires ou des policiers de la région :

- Psychologiquement, en tentant de faire basculer les populations montagnardes, prises entre l'arbre et l'écorce, dans le camp de la guérilla,
- Pour sa propagande extérieure en présentant, notamment en Europe occidentale, tous les dommages de guerre subis par les populations civiles - y compris les exactions de la guérilla elle-même - comme des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les militaires, policiers et gendarmes turcs.

La représentativité du PKK en Turquie et dans le monde Kurde

Selon un sondage GALLUP datant de 1992 et dont la question centrale était : "Le PKK représente-t-il les Kurdes de Turquie ? La réponse sur l'ensemble de la Turquie était : oui, 28%. Et dans les 20 provinces formant le "Kurdistan turc" : oui, 29%.

Le paramètre électoral fournit aussi des données intéressantes. Aux élections municipales de 1989, pour lesquelles le PKK ne lance pas de consigne de vote blanc, les électeurs du "Kurdistan turc" (Kurdes ou Turcs, évidemment impossibles à distinguer) sont 80% à voter; blanc pour 5% d'entre eux. Aux élections municipales de 1994, maintenant, le PKK appelle publiquement au boycott, ou, au pire, au vote blanc, en menaçant les récalcitrants de représailles.

Sur les ± 4,6 millions d'électeurs inscrits au "Kurdistan turc", les résultats sont les suivants : 88% des électeurs ont voté dans la région - blanc pour 15% d'entre eux.

Dans quelques grandes villes : Diyarbakir, 79,86% de votants, blancs, 7,8%. Hakkari, 89,40% de votants, 7,8% de blancs. Sirnak, 74,54% de votants, 8,3% de blancs. Ainsi en supposant ± constant le nombre d'électeurs inscrits en 1989 et 1994, l'influence des consignes du PKK, du moins sur le vote blanc, se serait-elle fait sentir sur ± 423 500 électeurs du sud-est anatolien.

En juillet 1995, le professeur Dogu Ergil, figure très respectée de la Faculté de science politique d'Ankara, publie une étude sur la "question de l'Est", financée et diffusée par le patronat privé turc (Union des chambres professionnelles et des Bourses). Y figure une enquête d'opinion réalisée au "Kurdistan turc" et dans de grandes métropoles du pays à forte présence kurde. L'étude montre :

- . que 65% des personnes interrogées parlent un dialecte kurde à la maison; 21%, en public,
- . que 85% sont hostiles à un Etat Kurde de Turquie indépendant; 15% pensant qu'un tel Etat est "utile ou nécessaire",
- . que 4,2% de l'ensemble du panel déclare que l'Etat Turc doit prendre le PKK comme interlocuteur,
- . Et que, sur les 15% favorables à un Etat Kurde de Turquie, seuls 9,4% pensent que le PKK doit être le seul interlocuteur de l'Etat Turc.

Il existe enfin, dans les provinces de Hakkari et de Sirnak, de grandes tribus kurdes hostiles au PKK, notamment les Jirki, Gevdan, Mamguran, Giravi et Goran, dont les hommes participent souvent aux "gardes de villages".

Le PKK et les Peshmergas kurdes d'Irak

- Massoud Barzani, chef du PDK, à Ankara, février 1992 :

"Nous désapprouvons totalement les méthodes et tactiques du PKK et nous n'avons aucune relation avec cette organisation".

- "Commandement politique du Front du Kurdistan" (PDK+UPK), Avril 1992

Interdit le PKK de toute activité politique ou militaire au nord de l'Irak.

- Représentant à Ankara du PDK, Avril 1992 :

"Le PKK a fait beaucoup de tort à la cause kurde. Désormais les gens pensent que les Kurdes sont des terroristes. Nous avons toujours refusé d'employer ces méthodes".

- Représentant à Ankara du Front du Kurdistan (PDK+UPK), Sept. 1992 :

Safin Dizai et Sarchil Qazzaz : "Le PKK s'est encore livré [au "Kurdistan" irakien] à ses méthodes de prédilection qui sont l'enlèvement et l'intimidation... En dépit des nombreux avertissements du PDK et de l'UPK".

- Jalal Talabani, chef de l'UPK, "Voix du Peuple du Kurdistan" 2/10/92, 16h. G.M.T. :

"Pourquoi le PKK collabore-t-il avec le bourreau des Kurdes d'Irak ? Pourquoi coupe-t-il les voies d'approvisionnement du "Kurdistan" irakien ? Si le PKK veut la lutte armée, qu'il la pratique au "Kurdistan" turc". Peu après, offensive de 3 semaines des Peshmergas du Front du "Kurdistan" contre les bases arrière du PKK, le long de la frontière turque.

- Comité du "Kurdistan" à Bonn, Allemagne, Octobre 1993 :

Cette annexe du PKK accuse le PDK de collaborer avec l'armée turque dans l'opération que celle-ci mène contre les bases du PKK au nord de l'Irak.

- Massoud Barzani, chef du PDK, juillet 1995 :

Demande l'aide d'Ankara pour interdire les raids du PKK à travers la frontière Irako-Turque.

Lors de l'offensive turque du printemps 95 au nord de l'Irak, enfin, Ocalan reconnaît lui-même que le mouvement kurde N°1 de ce pays ne veut aucun bien au PKK : "Le Parti démocratique du "Kurdistan" joue actuellement un rôle d'éclaireur des unités militaires ennemies, leur indiquant nos positions...".

Allégeances et alliances

Depuis sa fondation, le PKK entretient des liens privilégiés avec la Syrie de Hafez al-Assad; alliance illustrée par l'installation des chefs du PKK à Damas après le coup d'Etat en Turquie, en 1980, puis dans le Liban sous contrôle Syrien, en 1987. Du fait des promesses de Hafez al-Assad à Turgut Özal (alors premier ministre de Turquie) en 1987, ces liens se sont aujourd'hui un peu distendus.

De même, le PKK a-t-il toujours été en bons termes avec les autres mouvements (guérilla ou terrorisme) proches de Damas. Les Palestiniens tout d'abord : vers 1972-74, certains éléments du futur PKK collaborent avec le Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger du FPLP, dirigé par Wadi Haddad. C'est alors que de futurs membres du PKK et de l'Asala font connaissance. Le fait, ennuyeux, que le "Kurdistan" historique et l' "Arménie historique" se recouvrent à 70%, n'empêche pas le PKK de s'allier avec l'Asala, en avril 1980, au Liban. Cette curieuse entente perdure après l'opération militaire turque au nord de l'Irak, en mai 1983, permettant à l'Asala d'aguerrir ses hommes dans la "zone libérée-PKK". En 1986-87, des sources sérieuses font état de contacts entre le PKK (toujours marxiste-léniniste) et la République islamique d'Iran. Au Liban, des contacts sont depuis lors fréquents entre cadres du PKK et du Hizballah; en octobre 1989, la presse turque dénonce violemment la présence de deux camps du PKK en Azerbaïdjan Iranien. Démentis vertueux, bien sûr, de Téhéran...

Restent les liens entre le PKK et Saddam Hussein. En septembre 1989, les rumeurs d'une alliance secrète PKK-régime irakien sont déjà suffisamment consistantes pour que le ministre des affaires étrangères irakien les "démentent catégoriquement". Autre démenti de Tarek Aziz, vice premier ministre d'Irak en septembre 1991. Selon le PDK et l'UPK, le PKK renseignerait depuis 1988 Bagdad sur les autres partis kurdes, en échange d'argent et d'armes. En septembre 1990, Ocalan prend ouvertement parti pour Saddam Hussein qui "lutte contre l'impérialisme américain". Option stratégique confirmée par l'un des chefs militaires du PKK qui déclare alors : "Pour nous, ce qui est important, c'est la révolution au Proche-orient et nous nous battons aux côtés de quelqu'Etat ou force de la région qui soit d'inspiration révolutionnaire". Avant d'ajouter que le PKK est en contact avec des militaires irakiens dans la région de Zakho depuis août 1990. Les rumeurs de livraison d'armes massives de Saddam au PKK s'amplifiant, Ocalan se justifie, au cours d'interviews accordées fin 1991 en prétendant que les armes ont été "abandonnées par l'armée irakienne" et récupérées par ses hommes.

PKK - Saddam : de lourdes présomptions

• Le "New-York Times", 20 octobre 1991

"Le gouvernement irakien arme et ravitaille les séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie; sans doute pour se venger de l'étroite coopération entre Turcs et forces alliées durant la guerre du Golfe; disent des officiels turcs, des diplomates occidentaux et des dirigeants kurdes en Irak".

• "Kayhan" quotidien (islamiste) de Téhéran, 27/4/92)

Interview de Temer Ramadan Kucher, chef du PDK pour la ville de Zakho, au "Kurdistan" irakien : "Nous soupçonnons les autorités irakiennes de commettre des sabotages par le biais du PKK. il y a beaucoup de militants du PKK dans la région... Ils tiennent leurs fournitures et leurs renseignements de Bagdad"... "Le PKK a des bases près de Zakho. Certains de leurs responsables rendent visite à des dirigeants irakiens et ceux-ci les aident".

Ainsi se dessine la stratégie régionale du PKK : ne jamais mettre tous ses œufs dans le même panier, jouer alternativement la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie les

uns contre les autres. En matière de contacts douteux du PKK dans le bassin méditerranéen, ajoutons ceux qu'Abdallah Ocalan entretient avec Moammar Khadafi :

• 20 juin 1995, 23h. 15 G.M.T., "Voix de la Grande Nation Arabe", Tripoli, Libye : "Dans un télégramme adressé au Frère Guide de la Révolution [Kadhafi] le frère Abdallah Ocalan, secrétaire général du PKK, a affirmé la totale solidarité du peuple kurde avec la grande Jamahiriyah, forteresse et phare du mouvement de libération arabe et islamique, victime d'un lâche complot impérialiste". Une "fraternité" qui permet au PKK de racketter sans grande difficulté la (riche) communauté des immigrés kurdes en Libye.

Activités du PKK en Europe et dans les Balkans

Associations liées au PKK en Europe occidentale (1994)

Allemagne :	178
Autriche :	10
Belgique :	6
Danemark :	9
Espagne :	2
France :	23
Grande-Bretagne :	10
Grèce :	6
Italie :	2
Pays-Bas :	12
Suède :	20
Suisse :	13
Autres :	22
Total :	313

Depuis sa fondation, le PKK vise deux objectifs, pour lui d'égale importance : enraciner la lutte armée au "Kurdistan turc", et s'implanter en Europe occidentale. En 1984, la reprise de la guérilla au "Kurdistan turc" s'accompagne d'une violente offensive du PKK en Europe - y compris sur le front intérieur. Le PKK entame alors une impitoyable reprise en main, intimidant ou éliminant les "collabos" de la Turquie et ses propres transfuges. De ce fait, dès 1984, 18 militants du PKK sont expulsés d'une Suède pourtant généreuse en matière d'asile politique. Entre la Suède, la Suisse, la RFA, le Danemark... et la France, assassinats et incendies font une vingtaine de morts entre 1985 et 87 .

L'Allemagne, objectif prioritaire

Objectif de cette manœuvre : contrôler dans toute l'Europe l'importante communauté d'émigrés et de réfugiés kurdes de Turquie. Ils sont en effet plus de 600 000, dont de 400 à 450 000 en Allemagne. C'est d'ailleurs là que le PKK a implanté sa centrale ("Front européen"), sous le nom de "ERNK - représentation en Europe"; d'abord légalement puis, depuis sa dissolution en novembre 1993, de façon clandestine. Selon le ministre allemand de l'Intérieur, le PKK comptait en 1987 un millier de militants actifs en RFA. Ainsi que de nombreuses structures satellites : ERNK, syndicat des travailleurs patriotes kurdes, associations de jeunes, de femmes etc. - sans oublier un redoutable service "sécurité - contrôle - renseignement". Il disposait alors de bureaux à Cologne, sa "capitale" - mais aussi celle des islamistes turcs - aaainsi qu'à Mayence, Offenbourg, Russelheim,

Oldenburg, Dortmund etc. . Dès cette époque, ce pays était divisé en 5 régions, puis en 17 districts, enfin en quartiers ayant tous un responsable désigné.

Aujourd'hui les activistes du PKK seraient plus de 7000 en Allemagne, pour un vivier de sympathisants actifs estimé à \pm 50 000 personnes, soit un peu plus de 10% de la communauté kurde. Selon un rapport du service de sécurité intérieur de la République fédérale (Office de protection de la constitution), publié en août 1995, le racket sous toutes ses formes aurait rapporté 30 millions de marks (\pm 103 millions de Francs) au PKK, en 1994.

Au nord de l'Europe, le PKK est présent :

. En France (où il y aurait, selon les sources, de 60 à 100 000 Kurdes ressortissants turcs). En février 1990, plus de cent cinquante militants du PKK se heurtent aux forces de l'ordre, devant le Grand Palais de Paris, alors que le président Mitterrand inaugurerait l'exposition "Soliman le magnifique" en compagnie de Turgut Özal, son homologue turc. Depuis, des manifestations du PKK se produisent à peu près tous les mois à Paris. Dissoutes fin novembre 1993, les associations servant de paravent au PKK, Comité du Kurdistan et Yek-Kom, se sont reconstituées sous les noms de : Centre d'information du Kurdistan, Association culturelle des travailleurs kurdes en France et Comité national de solidarité avec le peuple kurde. Il y aurait aujourd'hui un millier d'activistes du PKK en France, et \pm 5000 sympathisants actifs.

. En Suède, les Kurdes sont \pm 10 000 et il existe encore des communautés kurdes non négligeables aux Pays-Bas (\pm 40 000), en Belgique, au Danemark, en Suisse et en Grande-Bretagne. Dans ce dernier pays, le PKK dispose de 7 à 800 militants et sympathisants actifs à Londres. Selon une note confidentielle du National Criminal Intelligence Service britannique (datée de février 1994) le racket sur la communauté kurde de Grande-Bretagne avait rapporté \pm 20 millions de francs au PKK en 1993.

. Au sud de l'Europe, le PKK est présent en Italie,

. Hostilité à la Turquie oblige, il est persona grata en Grèce et dans la partie Hellénique de Chypre.

C'est enfin en Europe occidentale que le PKK a choisi d'implanter, au début de 1995, son "parlement du Kurdistan en exil" itinérant. Fin février, la "commission préparatoire" à la première session du "parlement" s'est réunie à Bruxelles, en présence de députés du DEP. La première session elle-même s'est tenue à La Haye, Pays-Bas, au mois d'avril 95. Etaient présents les 65 "députés", "élus par des kurdes de la diaspora", selon le porte-parole du "parlement", Yasar Kaya. Parmi les "députés" 12 membres de l'ERNK - les autres semblent bien n'être que des comparses du PKK.

Le PKK en Arabie Séoudite

Il y a de 130 à 150 000 travailleurs immigrés kurdes de Turquie en Arabie séoudite (surtout dans le bâtiment) dont \pm 30 000 sont "sous influence" du PKK - qui prélève bien entendu sur eux l' "impôt révolutionnaire", mais se livrerait aussi au trafic de stupéfiants dans la péninsule arabique, selon des sources policières locales. Au total, trafics et racket auraient rapporté \pm 20 millions de francs au PKK, en 1993.

Le PKK dans l'ex-Bloc de l'Est

Profitant du "décloisonnement" en cours à l'Est, le PKK s'implante désormais activement en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine - pays bordant tous la Mer Noire, donc proches de la Turquie. En Bulgarie, des militants du PKK menacent l'ambassadeur d'Irak pendant l'offensive turque de mars-avril 95, considérant

Saddam Hussein comme "le complice passif de l'armée d'Ankara" dans cette affaire.

Dans l'ex-URSS enfin, où vivaient ± 155 000 kurdes en 1991, se fonde en novembre 1994 une "Confédération des Kurdes de la CEI", favorable à la "lutte de libération nationale kurde" et proche du PKK. Son siège est à Moscou (où vivent 10 000 Kurdes) et elle publie désormais le bulletin "Kurdish report". Son président, Iouri Nabiyeu, prône qu'il revient aux Russes et aux Kurdes coalisés d'empêcher l'expansion turque en Asie Centrale. "Nous ne considérons pas les dirigeants et militants du PKK comme des terroristes, déclare Nabiyeu (nov. 94) et nous continuerons à entretenir des liens étroits avec eux". En février 1995, le PKK ouvre un bureau à Moscou, exhortant sur le champ le président Yeltsine à jouer le rôle d'intermédiaire (?) entre Turcs et Kurdes de Turquie.

Les Kurdes de la CEI sont très proches des Arméniens. Dès l'été 1992, des responsables kurdes de l'ex-URSS, ainsi que la section allemande du PKK, créent à Krasnodar "Action Arménie", association d'aide à ce pays, mais devant aussi faciliter l'implantation du PKK à Erevan, lui donnant ainsi une nouvelle base d'attaque de la Turquie orientale.

Le PKK est aussi implanté au Kazakhstan, précisément à Almaty et dans sa périphérie. Séquelle des déportations pratiquées sous Staline, de 150 à 200 000 Kurdes vivent dans l'ex-république soviétique. Des "missionnaires" du PKK sont arrivés au Kazakhstan à la fin de 1992 et ont recruté des adhérents dans la population kurde turcophone. Depuis, le PKK dispose de ses publications à Almaty et rackette les commerçants kurdes du marché des fruits et légumes de la capitale kazakhe. Des équipes du PKK ont également mis la main sur le marché local des voitures d'occasion, les véhicules étant "importés" d'Europe ou du Moyen-Orient et revendus sur place.

Activités du PKK au Caucase

Les kurdes sont présents en Transcaucasie depuis la fin du XVIIIème siècle. Nomades, ils parcourent alors ce qui sera l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux. Les communautés chrétiennes (arménienne, géorgienne) ont favorisé l'implantation sur leurs terres des Kurdes yézidis (qualifiés d' "adorateurs du Diable" par les musulmans), tandis que les Azéri hébergeaient plutôt les kurdes musulmans, sunnites ou chi'ites. En Juillet 1994 encore, l'Arménie refoulait hors de ses frontières des groupes de musulmans kurdes, considérés comme une potentielle "cinquième colonne" azérie.

Second lieu de contact entre Arméniens et Kurdes : le Liban. Datant de la fin des années 70 (l'alliance entre le PKK et l'Asala, voir chronologie, 1980) ces contacts s'officialisent en 1984 à Bar-Elias, quand Abdallah Ocalan rencontre le patriarche libanais de l'Eglise grégorienne (orthodoxe) arménienne, dont le patriarcat général est sis à Etchmiayzin, non loin d'Erevan, en Arménie. La photo de ce conciliabule fait la "une" des quotidiens turcs, le 24 mai 1994. Or les liens de l'Eglise grégorienne avec le Dachnak sont très étroits dans la diaspora arménienne. La rencontre entre le patriarche et A. Ocalan suggère donc une alliance implicite Dachnak-PKK.

Une nouvelle "zone hors-contrôle"

Partant de là, il semble se créer entre des éléments corrompus et activistes de certains groupes politico-militaires arméniens et le PKK, une nouvelle scène à la fois criminelle et terroriste - ce dans une indifférence à peu près générale de l'Europe occidentale. Alors que ce "milieu" criminel et terroriste évolue à l'exact débouché de toutes les contrebandes d'armes, florissantes dans l'ex-URSS grâce

au pillage des arsenaux de l'ex-armée soviétique. Et qu'il s'appuie sur des éléments, certes très minoritaires mais peu recommandables, de la diaspora arménienne, l'une des plus nombreuses du monde.

Cette scène a même une assise territoriale : la "République kurde de Lachin", enclave concédée par les Arméniens du Nagorno-Karabagh à leurs alliés Kurdes, à l'endroit où ceux-ci possédaient dans les années 20 un district autonome - avant Staline et sa "politique des nationalités". Cette "République de Lachin" a un président, Mustafa Vékili, un commandant militaire (Kurde d'Arménie) Ihsan Aslan ... et une politique de soutien au PKK avérée.

En Arménie, maintenant : le 28 décembre 1994, le président Levon Ter-Petrosian interdit (pour un semestre) le Dachnak et tous ses satellites, fait occuper leurs locaux par la force publique et séquestrer leurs biens. Motif : au sein de ce parti, un département secret connu sous le nom de "Dro", opérant en Arménie (depuis 1992) et dans la diaspora, se livrait au terrorisme, au trafic d'armes et de stupéfiants, au racket et à l'espionnage du gouvernement arménien. Fort d'une cinquantaine d'agents, ce "Dro" était ignoré de la plupart des membres du Dachnak et opérait clandestinement à partir d'Erevan, de Moscou ... et du Liban . Son rôle consistait notamment à nouer des contacts avec des groupes hostiles à la Turquie - comme le PKK. En mai 1994 enfin, les forces de sécurité d'Erevan arrêtent 7 Kurdes et 3 Arméniens qui passaient la frontière arméno-turque avec une cargaison d'armes et de munitions. L'affaire entraîne la riposte usuelle du PKK : une grève de la faim de kurdes d'Erevan. L'instruction de cette affaire est toujours en cours dans l'été 1995.

Le PKK et le narcotrafic

L'accusation est grave. Et les chefs du PKK eux-mêmes nient l'accusation de narcotrafic avec la dernière énergie, n'hésitant pas devant l'intimidation violente (occupations, déprédations, menaces physiques, etc.) pour interdire aux médias européens d'aborder ce sujet. Fuyons donc les affirmations non fondées, non vérifiées et non recoupées. Et procédons par étapes. Nous établirons d'abord qu'il y a bien un trafic massif vers l'Europe de stupéfiants du "Croissant d'Or", via la Turquie, les Balkans et l'ex-Bloc de l'est. Que ce trafic implique de nombreux ressortissants turcs, très souvent originaires du sud-est de l'Anatolie, ou "Kurdistan turc". Ensuite, que des sources impartiales (Interpol, National Criminal Intelligence Service (NCIS) britannique, polices d'Etats de l'Union Européenne) signalent que ces trafiquants opèrent en majorité au profit d'entités révolutionnaires ou séparatistes turco-kurdes - la plupart de ces "dealers-militants" étant liés au PKK. Nous démontrerons enfin que si l'affirmation "Le PKK se livre au narcotrafic" est simpliste, il existe en la matière une complicité indéniable, durable et mutuellement profitable entre le parti d'Abdallah Ocalan et des clans criminels kurdes comparables aux "familles" mafieuses siciliennes. Et qu'entre ces clans et le PKK les liens biologiques, politiques et crapuleux sont si étroits qu'il est vain de vouloir les distinguer.

Généralités, méthodes, chiffrage

Selon Interpol, il y a eu dans l'Europe au sens continental (comprenant donc la Turquie, les Balkans et les ex-pays du bloc de l'Est sauf l'URSS) 42 tonnes et 442 kilos d'héroïne saisis dans la décennie 1984-1993. Là-dessus, 14 tonnes et 479 kilos ont été trouvés en possession de narcotrafiquants de nationalité turque, soit 34% du total des saisies. Voyons maintenant les chiffres pour 1994 :

Pays

Nbre d'individus en cause

Quantités saisies (*)

Allemagne

473

982 k.

Autriche

41

10

Bulgarie

8

44

Espagne

5

16

France

45

32

Grande-Bretagne

18

178

Grèce

8

23

Hongrie

8

634

Italie

15

389

Pays-Bas

15

98

Total

636

2 406 k.

(*) arrondies au kilo supérieur. Source : Interpol, 1995.

Indication supplémentaire : les 2/3 de l'héroïne saisie au premier semestre de 1994 par les forces de l'ordre allemandes provenait des filières turco-kurdes.

Le bureau turc d'Interpol, lui, rassemble tous les dossiers impliquant les ressortissants de ce pays, transmis par l'ensemble des bureaux européens d'Interpol. Selon lui, dans la décennie 84-93, 503 citoyens turcs, militants révolutionnaires et/ou séparatistes, ont été à première vue impliqués dans un trafic de stupéfiants. Là dessus :

. L'implication de 188 de ces 503 individus s'est avérée infondée,

. Sur les 315 restants : 166 ont été arrêtés en Allemagne, 82 en Turquie, 17 aux Pays-Bas, 12 en République Tchèque, 9 en France et en Italie, 5 en Belgique et en Grande-Bretagne, 3 en Espagne et en Suisse, 2 au Danemark et au Portugal.

. Suivant les rapports des diverses polices concernées, 298 de ces individus, soit 94,6% du total étaient militants ou proches du PKK; les 17 autres, de divers groupes terroristes turcs (TKP-ML : 1, Dev. Sol : 2, THKP-C : 4, etc.)

. Sur les 298 membres ou sympathisants du PKK arrêtés, 154 l'ont été en Allemagne, 82 en Turquie, 17 aux Pays-Bas, 12 en République Tchèque, 8 en France, 7 en Italie, 5 en Grande-Bretagne, 3 en Belgique, en Espagne et en Suisse, 2 au Danemark et au Portugal.

Par souci d'impartialité, mettons à part les 82 dossiers turcs - estimons même que 20% des individus interpellés dans le reste de l'Europe ont été victimes d'erreurs judiciaires grossières ou du racisme anti-immigrés : il y aurait encore près de 55% de "proches" du PKK sur l'ensemble de ces cas de narcotrafic suivis par les polices de 11 pays, dont 10 membres de l'Union Européenne...

Voilà qui explique, du moins en partie, que le NCIS britannique estime en 1993 à ± 430 millions de francs français le budget annuel du PKK - dont ± 190 millions de f. (44% du total) provenant du narcotrafic. De son côté, la police allemande calcule que le trafic d'héroïne rapporte plus de 600 millions de francs par an aux clans criminels turco-kurdes, "politiques" et purs voyous confondus.

Pour ce qui est du trafic d'héroïne pratiqué par le PKK :

. Il se fait à partir de contacts, eux aussi "politico-criminels", entretenus par les séparatistes kurdes avec des clans chi'ites de la vallée libanaise de la Bekaa, ou avec des tribus insurgées du Baloutchistan (iranien ou pakistanais). Les éléments du PKK implantés en Iran jouant dans l'affaire un rôle central,

. Vers la Syrie et le Liban, ce trafic prend la forme d'un troc triangulaire, où des véhicules de luxe sont volés en Europe (surtout en Allemagne) et échangés au Proche-Orient contre de l'héroïne; elle-même changée en espèces ou en armes, selon les besoins. En juillet 1992, la police Allemande recueille ainsi les aveux de Nurettin SE..., qui décrit le fonctionnement d'un tel réseau, amenant d'autres arrestations aux Pays-Bas et en Turquie. Un trafic analogue impliquant le PKK se produit aussi aux confins de la Turquie, du Nakhitchevan (enclave azérie) et de l'Iran.

. En Turquie même - sans doute par prudence - le trafic de stupéfiants, la gestion de laboratoires de production d'héroïne ou le transport de produits "précurseurs" comme l'anhydride acétique, implique plus souvent les réseaux logistiques du PKK (planques, assistances aux blessés, approvisionnement, recueil de l' "impôt révolutionnaire", etc.) que les guérilleros directement engagés dans la lutte armée.

Le narcotrafic du PKK en Europe

En France : le 17 mars 1994, l'Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, l'OCTRIS, publie une note intitulée "L'interpellation par la 4ème division de police judiciaire de trois ressortissants turcs membres d'un réseau de trafiquants de stupéfiants - Saisie de 3 kilos d'héroïne". La veille, à Saint-Ouen (93) et à Paris, 11ème et 18ème, ont été interpellés CA... Musa, né en 1956 à Akcaday, Turquie, réfugié politique, SE... Mehmet, né en 1963 à Bingöl, Turquie, tous deux sans profession et TA... Orhan, né en 1963, réfugié politique, sans profession. Ce dernier est porteur de 3 paquets d'1 kilo d'héroïne, livré par les deux autres récemment arrivés de Metz. "Il est à noter, souligne la note, que TA... est connu des Renseignements Généraux comme collecteur de fonds du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) et qu'il est soupçonné de se livrer au trafic des stupéfiants pour alimenter les caisses de ce mouvement". Voilà un typique "sommet de l'iceberg" : pourquoi ne pas effectuer, sur un an par exemple, le relevé systématique des réfugiés politiques en France interpellés en possession de narcotiques, avec, quand on la connaît, leur appartenance partisane - et le publier ?

De 1990 à 1995, 82 citoyens Turcs ont été interpellés en France, en possession à la fois d'armes à feu et de quantités significatives d'héroïne. Pour 21 d'entre eux, plus d'un kilo de cette drogue. Origine de l'héroïne : Croissant d'Or : 35 cas; Liban : 8 cas; origines diverses (inconnue, Triangle d'Or, etc.) : 39 cas. •

Dès 1985, Omer OZ... était interpellé à Paris pour "infraction à la législation sur les stupéfiants". En janvier 1990, le SRPJ de Versailles arrêtait pour le même motif Gengiz KA..., Emirsak YI..., Adem et Unal BA... En juillet 1990, Mehmet US.. est intercepté à Annemasse, Haute-Savoie, toujours pour narcotraffic. Tous sont des militants connus du PKK.

Le cas exemplaire de Hussein AY...

En janvier 1991, la PJ de Nice interpelle à Antibes le ressortissant Turc Hussein AY..., né en janvier 1936, porteur de 2,5 kilos d'héroïne. Son arrestation amène celle d'Adnan IN..., un collecteur de fonds du PKK à Marseille, et de Bahi CE... et Ercan CA... ceux-ci déjà arrêtés en août 1989 à Milan en possession de 10 kilos d'héroïne. Hussein AY... lui, a longtemps travaillé pour le "parrain" Turc Behcet Canturk. Il a déjà été interpellé pour trafic de stupéfiants en Allemagne (1970 et 73), mais juste renvoyé en Turquie. Installé en Autriche sous une fausse identité, il y écope en 1977 à 5 ans de réclusion pour narcotraffic. Expulsé en Turquie en 1982, il s'en enfuit car poursuivi pour homicide volontaire - un acte "politique" selon Hussein AY... En 1988, AY... se fixe en France sous la fausse identité de Yahya OB... Cette année là, son fils Timudin est menacé par des narcotrafiquants liés aux "Loups Gris" [extrémistes nationalistes Turcs] quand le PKK, ennemi juré de ces derniers, sauve la vie de son héritier. Hussein AY... met alors ses talents au service du PKK. Selon ses dires, il introduit ± 300 kilos d'héroïne de Turquie en Europe occidentale, entre 1989 et 1991, d'abord avec son complice Mustafa KA... lui même interpellé à Brescia en 1990 avec 10 kilos d'héroïne et condamné à 15 ans de réclusion.

Note de la Police Judiciaire, Nice, le 10/6/1994•

L'Allemagne, maintenant : là, profitant d'une législation spécialement souple sur la délinquance des mineurs, les narcos venus de Turquie utilisent comme "dealers de rue" des enfants de 11 à 13 ans, souvent originaires de Bingöl, qui vendent 250 Deutschemarks des sachets de 5 grammes d'héroïne largement coupée, conservant 50 DM. pour eux; ce qui leur permet d'envoyer chaque mois plus de 2000 DM à leur famille, en Turquie. Dès 1988, le Dr. Harald Korner, procureur de Francfort, déclare : "Nous constatons que des individus prétendant mener une guerre de libération contre la Turquie sont impliqués dans le trafic de l'héroïne, non par intérêt personnel, mais au profit de leur cause". En novembre 1990, Cengiz B., militant connu du PKK est arrêté à la frontière germano-néerlandaise (Arnheim) en possession de 48 kilos d'héroïne. En juillet 1991, Vahiddin KA... est arrêté à Cologne en possession de 2,5 kilos d'héroïne. Ce guérillero du PKK (depuis 1987) est connu pour avoir participé, de mai à septembre 1990, au "Kurdistan turc", à toute une série d'attentats par explosif et au meurtre de deux policiers dans leur commissariat. En octobre 1993, à Recklinghausen, la police démantèle un réseau de narcotrafiquants, en possession d'1,6 k. d'héroïne. parmi ceux-ci, Ibrahim CI..., militant connu du PKK; Mehmet Cilik KI... militant du PKK interpellé en décembre 1991 à Bingöl, Turquie; Ismaïl HA... blessé en mai 1985 lors d'une action armée du PKK, non loin de la ville de Silopi. Du 25 octobre au 4 décembre 1993, la police de Stuttgart lance une grande opération "anti-deal" d'héroïne et interpelle 76 ressortissants turcs, dont 13 sont connus des services de police pour militer au PKK en Allemagne même. Parmi eux : Fevzi TU..., Cengiz

SA..., ont participé à des actions armées au "Kurdistan turc", Abdulhalik KA..., Sedat KI..., Ekrem BE... et Sami KA... , également militants connus du PKK ont fait partie de réseaux logistiques de ce mouvement en Turquie. En mai 1994, à Cologne, la police interpelle ± 20 kurdes "membres d'un réseau de 3 familles qui couvrait toute l'Allemagne et reversait une partie de ses bénéfices au PKK". Ce réseau avait écoulé 40 kilos d'héroïne depuis l'été 1993.

La Belgique et les Pays-Bas, ensuite : En mai 1988, aux Pays-Bas, Alil HA..., considéré comme militant du PKK est arrêté en possession de 72 kilos d'héroïne. En juillet 1989, Yilmaz S. et Ahmet Y, militants connus du PKK, sont interpellés en Belgique en possession de 60 kilos de cocaïne. En décembre 1991, Kemal et Cemal GU.. sont interpellés à Arnheim en possession de 48 kilos d'héroïne. Cemal GU.. est connu comme cadre "militaire" du PKK et recherché en Turquie pour meurtre d'un lieutenant et de deux gendarmes. En mars 1993, Suleiman IY... est arrêté aux Pays-Bas avec 2 kilos d'héroïne. Il avoue aux policiers néerlandais (qui ne sont pas réputés pour leur férocité...) être un militant du PKK. Osman AY..., d'Icel, en Turquie, lui a expédié la drogue. A son domicile, on trouve des documents internes et des reçus de l' "impôt révolutionnaire" du PKK. En décembre 1994 à Amsterdam, Pays-Bas, 180 policiers procèdent à l'arrestation de Nejat KU... et de 28 autres kurdes, ressortissants turcs, en possession de plusieurs armes de poing, deux fusils d'assaut, cinq grenades et d'un stock important de matériel de propagande et de documents internes du PKK. Ils sont par la suite inculpés de trafic de stupéfiants et d'enlèvement. Le réseau s'étendait en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et en Turquie.

L'Espagne, encore. Le 25 novembre 1989, journal du soir de la 1ère chaîne de la télévision espagnole, à 20h. 30. Le présentateur cite des policiers et magistrats : "Ces jours derniers, notre pays a connu une vague importante de trafic de stupéfiants par un "réseau kurde". Tous les membres de ce réseau, dont la direction est à Istanbul, sont kurdes et fournissent de l'argent et des armes à la guérilla illégale qui combat pour un Kurdistan indépendant. En Espagne, 50 des membres de ce réseau ont été arrêtés à ce jour. Cette organisation fonctionne de façon extrêmement professionnelle. L'héroïne circule dans des camions semi-remorque depuis Istanbul jusqu'à Madrid, via Ljubljana, Milan et Amsterdam, villes où le "réseau kurde" est également implanté. Ce réseau aurait importé 300 kilos d'héroïne dans notre pays au cours des six mois écoulés. En janvier 90 encore, 12 militants du PKK sont interpellés en Espagne pour avoir fait partie de ce "réseau kurde".

L'Italie : en mai 1991, à Côme, 23 kilos d'héroïne sont découverts à bord d'un poids-lourd conduit par Ali GU..., lui-même membre du réseau de Naïf AY... très lié au PKK.

La Yougoslavie, enfin. Arrestation en mars 1993 de Suphi MU... et de Metin BU..., en possession de 4 kilos d'héroïne. Ils avouent avoir été menacés de mort par des guérilleros du PKK, en Turquie, s'ils n'acceptaient pas de convoier la drogue jusqu'à d'autres militants du PKK à Cologne, Allemagne.

Les clans criminels kurdes et le PKK

Dans l'enquête qui suivit la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris, les policiers exhumerent, dans la forêt de Fontainebleau, une poubelle qui contenait à la fois des explosifs et du "brown sugar". Des journaux titrèrent alors que "les terroristes se finançaient en vendant de la drogue". Pas vraiment : les commentateurs oublièrent qu'aucun acte n'est vraiment individuel dans une société clanique - le militantisme politique, ou l'activisme religieux moins encore que le

reste. On n'adhère pas au Hizballah ou au PKK comme au RPR ou au PS, en poussant seul la porte d'un local et en remplissant un bulletin. Surtout en zone rurale ou montagnarde. C'est une collectivité - tribu ou clan - qui rallie l'entité dont elle attend son salut, dans ce monde ou dans l'autre, développant avec elle un mode d'existence symbiotique. Alors, dans le cas du Hizballah, l' "ambassadeur" du clan à Paris rend service à ses trois aînés restés à Jibchit, Hermel ou Baalbek. L'oncle Ali est garagiste ? On lui expédie les pièces détachées dont il a besoin. Le cousin Imad fait tourner un laboratoire d'héroïne ? On stocke sa poudre, ou on la vend. Abou Hussein, de la milice locale d' "Amal islamique", déclare qu'une fatwa enjoint de frapper le "petit Satan" français ? On héberge ses "artificiers" - et leurs bombes.

Un système symbiotique analogue unit le PKK à des clans criminels du sud-est anatolien, eux-mêmes semblables aux "familles" mafieuses de Sicile : culture de la rébellion face à l'Etat, secret, étanchéité obtenue par croisement des liens biologiques et criminels. Il existe une douzaine de ces clans : les Aksoy, Aydinli, Baybasin, Cantürk, Guven, Kitay, Kocakaya, Koylan, Ozdemir, Polat, Toprak, Ugur et Yildirim, etc. Certains revendent en Europe, et en gros, à ± 800 000 francs le kilo, de l'héroïne qu'ils achètent 15 000 francs le kilo dans le "Croissant d'or". D'autres maîtrisent toute la filière, fabriquant la poudre à partir de morphine-base asiatique et contrôlant jusqu'au "deal de rue" en Europe occidentale - toujours par quantités considérables. Nous présentons ci-après plusieurs de ces clans de diverses envergures, leurs trafics et leurs liens avérés avec le PKK.

Clan BAYBASIN : une note d'alerte d'Interpol-Allemagne (26/10/93) signale que la famille Baybasin trafique énormément d'héroïne entre la Turquie, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, et "blanchit" en Europe des sommes considérables. Le chef du clan est Baybasin Hussein, né à Lice en 1956, interpellé à Istanbul en 1976 en possession de 11 kilos d'héroïne, puis en Grande-Bretagne en 1984 avec 6 kilos de la même drogue et condamné de ce fait à 12 ans de réclusion. Dans le clan, Baybasin Mehmet Emin, né en 1942 à Lice, oncle de Hussein, recherché en février 1994 en Turquie, pour une affaire de "laboratoire" installé au village de Yagmurlu, non loin de Lice, où la police trouve 67 kilos d'héroïne. Sur les lieux, Baybasin Nedim, né à Lice en 1965, cousin de Hussein et fils de Mehmet Emin. Ce dernier est arrêté en RFA le 13 juin 1984 (en compagnie de Baybasin Mehmet Serif, né à Lice en 1944) avec 32 kilos d'héroïne et condamné par la suite à 13 ans de réclusion. Mehmet Emin et Mehmet Serif sont proches des séparatistes kurdes et ce dernier est connu de la police allemande comme trafiquant d'armes du PKK. Il existe au total une douzaine de frères, cousins, oncles, etc., Baybasin, fichés dans plusieurs pays d'Europe, sur le compte desquels on pourrait remplir un volume de faits analogues.

Clan KITAY : Hakki Kitay est arrêté le 1/9/93 au poste frontière turc de Kapikule, venant de Bulgarie, sur "tuyau" des polices néerlandaise, allemande et britannique, suite à la saisie de 14,8 kilos d'héroïne dans la ville turque d'icel le 29 octobre 1992. Condamné en Turquie (le 19/10/93), à dix ans de réclusion pour narcotrafic, Hakki Kitay et son clan sont liés à 22 affaires d'importation en Allemagne de 1990 à 1993, au total 1,2 tonne d'héroïne. Surveillé lors d'un "voyage d'affaires" en Allemagne, le 23/10/92, Hakki Kitay contacte Emin Uysal et Selim Curukkaya, dit "Tilki Selim" (Selim le renard), importants dirigeants du secteur financier du PKK en Allemagne. Hakki Kitay est le frère de Vahdettin Kitay dit "Veli", chef d'une guérilla régionale du PKK, tué en octobre 1989 dans un affrontement avec la police turque (Un policier tué). Hakki Kitay est le père de

Nizamettin Kitay, dit "Vedat", formé à l' "académie militaire" du PKK au Liban, cadre de la guérilla du PKK de la province de Bingöl, dirigée par Mahmut Curukkaya, dit "Docteur Suleiman", lui-même frère de "Tilki Selim", évoqué plus haut. Entre mai et novembre 1993, enfin, la police allemande démantèle entre Hambourg et Brème un réseau de 22 "réfugiés politiques" ou "demandeurs d'asile" possédant 16 kilos d'héroïne. Parmi ceux-ci, Ihsan et Senol Kitay. Ce dernier, fils de Hakki, est peu après assassiné en Allemagne. Egalement arrêtés dans l'affaire, Sehabettin AT... ex-chef du PKK pour la ville d'Elazig et deux autres militants connus de ce parti. Là encore, d'autres Kitay sont fichés pour narcotraffic dans plusieurs pays d'Europe.

Clan SAKIK : le 16 juin 1994, "Servet Ipek" né en 1964 est arrêté pour meurtre en Allemagne. L'enquête permet de découvrir qu' "Ipek" se nomme en réalité Seyyar Sakik né à Müsh en 1962, recherché en Turquie, en fuite en Allemagne. Et que le meurtre a pour origine un trafic de 190 kilos d'héroïne entre la Turquie et l'Allemagne. Seyyar Sakik a pour frères Sirri Sakik, député du DEP et Semdin Sakik, naguère chef d'une guérilla du PKK de la province de Tunceli et désormais considéré comme le N°2 "politique" du PKK. En Allemagne, Idriss Sakik, cousin des précédents, assure la vente de l'héroïne au détail. En Turquie, le clan Sakik est connu pour son militantisme pro-PKK.

Clan KONUKLU - AY : le 8 mars 1995, suite à une surveillance de plusieurs mois, la police découvre deux laboratoires de raffinage d'héroïne près du hameau de Saray, dans la province turque de Tekirdäg et arrête 14 membres, ou alliés, des clans Konuklu et Ay. Dans les labos, 92 kilos d'héroïne, 336 kilos de morphine-base afghane, 32 kilos d'anhydride acétique; mais aussi 2 Kalashnikov, diverses armes de poing et des documents internes du PKK. L'une des fermes appartient aux Konuklu, précisément à Mme Gulistan Konuklu, elle-même fille de Nasrullah Ay, un cadre du PKK. Dans le clan dont Mehmet Ali Konuklu est le chef, Nihat, Ramazan et Sahin Konuklu gèrent la production d'héroïne, Yusuf Konuklu, le marketing et la vente de la poudre à l'étranger. Le second labo est la propriété de Nusrettin Ay. Ses fils Hikmet et Kurbettin produisent la drogue, Heybet et Ali Ay, la vendent à l'étranger. Des documents trouvés sur place montrent qu'une partie des profits va au PKK. Des membres de ces clans sont aussi actifs dans l'appareil logistique du PKK : soins aux blessés, fourniture de radios, coursiers, diffusion de la propagande, etc.

Clan SENAR : En décembre 1986, Turgut Senar, qui dirige une société de production de films à Istanbul, est arrêté avec 1,6 kilo d'héroïne dans la province de Van et inculpé. En septembre 1989, la police d'Istanbul trouve près de 40 kilos d'héroïne dans une voiture lui appartenant. Il est arrêté en septembre 1991 à Van pour sa participation à des opérations armées du PKK. Sur lui, pour 30 millions de liras turques de reęus de l' "impôt révolutionnaire" de ce parti. Fahit Senar, frère de Turgut, est arrêté en octobre 1992 à Izmir, alors qu'il cache 81 kilos d'héroïne à bord du cargo "Florida", destinés à l'Italie. Il est actuellement détenu.

Clan KAYA : en septembre 1992, à Duisbourg, Allemagne, 20,3 kilos d'héroïne sont découverts à bord d'un camion TIR semi-remorque. Ses deux conducteurs sont Nezir Kaya, né en 1966 à Nusaybin, Turquie et Hasib Kaya, né en 1969 dans la même localité. Le camion appartient à la compagnie de transport routier d'Osman Kaya, frère de Nezir et cousin de Hasib, sise à Icel. Prévenus par leurs collègues allemands, les policiers turcs investissent les locaux de cette société en mai 1993. Et trouvent 18 Kalashnikov, 100 chargeurs et 4000 cartouches dans une cachette aménagée dans un camion-citerne, destinés à un maquis du PKK.

Clan DEMIR : en janvier 1993, la police d'Offenbach, Allemagne, démantèle un réseau dirigé par Abdulkudusi Demir. Qui avoue verser 250 000 Deutschemarks par an (± 800 000 francs) à un collecteur de fonds du PKK, pour pouvoir vendre sa drogue. En octobre 1994, l'hebdomadaire allemand "Focus" dénonce le clan Demir comme un des grands trafiquants d'héroïne en Allemagne. Selon "Focus", les Demir contrôlent une chaîne d'hôtels à Istanbul, ainsi que des garages et des boutiques d'électronique.

La gauche européenne et le PKK

Un tel amas de faits inquiétants - tout sauf secrets - devrait suggérer un minimum de prudence aux journaux ou partis politiques européens approchés par le PKK ou ses satellites. Ce d'autant que des magistrats d'une Europe pourtant accueillante envers les Kurdes, confirment la dangerosité du parti d'Ocalan. En avril 1995, des militants du PKK passent au Tribunal correctionnel de Paris pour extorsion de fonds. Pour les juges, le PKK "est une organisation parfaitement structurée", clandestine, dont "l'action principale de lutte armée en Turquie s'accompagne d'actes de violence contre les personnes et les biens, notamment sur le territoire français, tel qu'assassinat de dissidents ou occupation et dégradation de représentations diplomatiques ou établissements turcs". En novembre 1993 déjà, l'acte de dissolution de Yek-Kom et du Comité du Kurdistan stipulait que : [ces deux entités] "présentent le caractère de groupes de combat ou de milices privées en raison de la formation paramilitaire dans des camps d'entraînement, de l'obéissance et de la discipline auxquelles leurs membres sont soumis, de l'intention séditionnelle qui les caractérise et qui les rendent apte à des actions de commando"... ils "se livrent sur le territoire français, ou à partir de ce territoire, à des agissements visant à provoquer des actes de terrorisme en France où à l'étranger".

Ce n'est pas tout. Le 12 novembre 1992, "Kayhan", quotidien islamiste de Téhéran, révèle qu'à l'issue des combats, les guérilleros du PKK achèvent leurs propres blessés. Récit de Hosni, 19 ans, kurde de Syrie, retrouvé mourant par des Peshmergas en Irak : "Nous étions 18 blessés, nous ne pouvions plus marcher. Chacun d'entre nous a reçu une balle dans la tête. Je suis seul à avoir survécu". Des pratiques dont le parti d'Apo use aussi en Europe. Mars 1994 à Düsseldorf, Allemagne : Ali A. 32 ans et Hassan H. G., 40 ans, cadres du PKK, sont condamnés à la prison à vie pour avoir étranglé un "traître" à leur mouvement avec une corde et en avoir abattus deux autres au revolver.

Enfin, le PKK mène ouvertement des campagnes de terrorisme aveugle en Turquie, posant des bombes dans les rues de grandes villes ou de stations balnéaires - par exemple en février 1994. La structure chargée de ces attentats porte le nom de "Groupes métropolitains de vengeance de l'ARGK".

Malgré cela, le PKK a encore des amis en Europe. En mars 1992, des députés socialistes grecs organisent une conférence de presse avec le PKK dans la vallée de la Bekaa. En avril 1994, l'ERNK ouvre à Athènes sa "représentation en Grèce et dans les Balkans". Lors de l'inauguration, un vice-président (Pasok) du parlement grec et 4 députés socialistes écoutent Ali Sapan, très notoire chef du PKK en Europe, lire un message d'Ocalan. En Mars 1995, un comité de l'Internationale Socialiste (IS) sur "la question kurde en Turquie et en Irak" se réunit à Vienne. Autour de la table, des représentants des PS d'Allemagne, du Danemark, de France (Alain Chenal), de Suède et de Suisse. Côté kurde, dit le communiqué de l'IS, des dirigeants du DEP et de l'ERNK (paravents du PKK), de l'UPK (Irak, dirigé par Jalal Talabani, aujourd'hui financé et armé par la république

islamique d'Iran), à l'exclusion de tout autre interlocuteur turc ou kurde. En juin 1995, quatre députés grecs du Pasok, ont une rencontre "politique" avec Ocalan, puis lui serrent la main devant les photographes.

Face au PKK et dans un registre, hélas, analogue, "Le Monde" et "Le Monde diplomatique" semblent perdre beaucoup de leur sens critique. Pour ce quotidien, les opérations du PKK du 24 juin 1993 (incendies, saccages, prises d'otages, etc., voir chronologie) sont des "opérations destinées à populariser la cause kurde dans l'opinion publique occidentale". Et dans "Monde Diplomatique" d'octobre 1993, figure un article à peu près hagiographique intitulé "Carte blanche à l'armée turque au Kurdistan". Voici ce qu'on y trouve : "La guerre a repris au Kurdistan de Turquie. L'armée et le gouvernement d'Ankara ont rejeté toutes les offres de négociation du Parti des Travailleurs du Kurdistan... Selon un porte parole du PKK en Europe, entre le 20 mars et le début du mois de juin, 44 villages ont été détruits, 165 personnes abattues et 350, arrêtées. Malgré ces exactions, le PKK maintenait le cessez-le-feu et réaffirmait sa volonté de négocier... Le 24 mai dernier, des guérilleros abattaient une trentaine de soldats désarmés dans la région de Bingöl... Cette embuscade tombait au plus mauvais moment pour le PKK, ce qui alimentait la thèse d'une provocation des forces spéciales de l'armée turque..." etc.

Soulignons que le PKK décrète une trêve chaque fois que ses combattants ont été étrillés au nord de l'Irak. Et qu'au moment où est publié l'article du "Monde Diplomatique", le massacre de conscrits (kurdes) de Bingöl a été clairement revendiqué - par Abdallah Ocalan en personne - depuis plusieurs mois déjà...

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, chronologie, 1974 - 1995

1974

A l'issue de deux réunions tenues à Ankara, dans une petite maison du quartier de Tuzluca, Abdallah Ocalan, né en 1949 à Urfa, ville proche de la frontière syrienne, fonde avec Cemil Bayik, Kesire Yildirim (seule jeune femme présente), Ali Ozer, Musa Erdogan, Ismet Kilic, Hassan Asgar Gurgoze, Kemal Pir, Kemal Ozcan, Baki Karer et Ali Haydar Kaytan, l' "Association patriotique et démocratique pour l'enseignement supérieur d'Ankara", ou AYÖD. Ocalan, qui a vite interrompu ses

études à la faculté de Sciences politiques de l'Université d'Ankara, cache sous cette appellation de circonstance le noyau fondateur d'une structure marxiste-léniniste-maoïste, dont l'objectif est la libération par les armes du "Kurdistan turc".

1977

Ocalan et ses camarades recrutent chez les jeunes Kurdes attirés par l'action, chez les déshérités. Alors qu'ils n'ont toujours pas de nom défini et signent leurs premières actions "Armée nationale de

libération" ou "Les révolutionnaires du Kurdistan", les fondateurs du futur PKK publient à Diyarbakir

un texte théorique "La voie de la révolution kurde".

Mai : avant même la fondation du PKK, une scission se produit à Gaziantep. Premiers d'une longue série d'opposants internes éliminés, ses deux dirigeants sont assassinés par les amis d'Ocalan.

1978

La "phase souterraine de construction du parti" s'achève. Les 27 et 28 novembre 1978, le PKK se constitue formellement dans une maison du village de Fis, dans la région de Diyarbakir. Son premier comité central est composé comme suit : Secrétaire général : Abdallah Ocalan; membres :

Kesire Yildirim, Sahin Donmez, Cemil Bayik, Mehmet Karasungur, Mazlum Dogan, Mehmet Hayri

Durmus. Le Parti se dote d'un organe central : "Serxwebun" ("Indépendance"). Le Parti commence à se structurer dans des ensembles de provinces du "Kurdistan" turc : 1°) Gaziantep, Kahramanmaras, Malatya; 2°) Elazig, Tunceli, Bingöl; 3°) Urfa, Diyarbakir, Mardin. A la tête de chacun de ses ensembles, un secrétaire, membre du comité central; sous lui, des comités régionaux, puis provinciaux et locaux.

1979

Avril : les militaires imposent au gouvernement social-démocrate de Bülent Ecevit l'instauration de la loi martiale dans les provinces du sud-est de la Turquie.

1980

Avril : conférence de presse commune du PKK et de l'Asala, à Saïda, (Liban-sud). Les deux groupes annoncent qu'ils coopèrent désormais contre l'Etat turc.

Septembre : l'armée (re) prend le pouvoir en Turquie. Interdiction formelle de toute activité kurde quelle qu'elle soit. L'état-major et les cadres du PKK fuient en majorité en Syrie, d'autres en Iran; quelques uns en Irak. Des cadres militaires du PKK s'implantent au Liban, où des Palestiniens du Front démocratique les hébergent dans un de leurs camps de la vallée de la Bekaa. Au Liban, le PKK se renforce de la plupart des militants d'origine kurde de TIKKO (Armée ouvrière-paysanne communiste turque).

1981

La répression s'abat notamment sur le PKK; plus de 2000 de ses adhérents et sympathisants sont emprisonnés. Procès de 447 de ses militants; 243 condamnations à mort; peu d'exécutions cependant.

Fondation du camp de Helwé, sur un terrain fourni par le FDLP de Nayef Hawatmeh. A partir de mars 1986, le camp prend le nom d' "Académie militaire Mahsun Korkmaz", du nom du premier président du Front de libération nationale du Kurdistan, ERNK, tué ce mois-là par l'armée turque. Helwé se trouve situé à l'est d'Anjar, à quelques kilomètres de la frontière syrienne. En temps normal, ± 300 jeunes Kurdes y résident pour des stages de deux mois (combattant) ou de quatre mois à un an ("officier" ou spécialiste). Cette installation a la bénédiction de Damas : la piste qui mène à Helwé est en effet barrée en permanence par les forces spéciales syriennes.

Juillet : premier congrès du PKK, organisé à Helwé; implantation en Europe, Allemagne fédérale et Suède, notamment.

1982

Congrès du PKK; La direction définit les étapes de la lutte :

1 - Défense stratégique, jusqu'en 1995,

2 - Equilibre des forces, 1995-2000,

3 - Offensive et insurrection populaire au sud-est de la Turquie, premières années du XXI^e siècle.

Suite à ce congrès, des éléments du PKK commencent à se ré-infiltrer en Turquie.

1983

Le gouvernement militaire turc publie les chiffres de la répression qui a suivi la reprise en mains de septembre 1980 : 20 000 inculpations, dont ± 15 000 des OCC turques, ± 1000 d'extrême droite, et ± 3200 "séparatistes" dont 1800 du PKK. Malgré cela, la violence s'installe en Anatolie orientale, du

fait de l'exacerbation de la guerre Irak-Iran : grâce à Téhéran, des guérilleros kurdes ont pu libérer une partie de leur territoire, aux confins Irako-Turcs. Installé lui aussi dans ce "sanctuaire", le PKK lance des attaques de l'autre côté de la frontière, notamment dans la province de Hakkari. En mai, la première de ces embuscades a fait trois tués chez les militaires turcs; un officier est blessé.

L'armée turque riposte en lançant un premier raid dans le sanctuaire kurde et poursuit les guérillas kurdes dans la bande montagneuse irakienne de +/-70 km. où elles sont installées.

Juillet : un accord est conclu entre le PDK de Massoud Barzani et le PKK, qui fait passer le gros de ses troupes du camp de Helwé à des implantations sises au "Kurdistan" irakien, dans les secteurs de Haftanin et de Zakho. Dans ce triangle de terre aux confins Iran-Turquie-Irak, le PKK installe son

camp le plus important, celui de Lolan. D'autres, moins importants sont créés à Lak 1, Kuvver Barzan et Miroz.

1984

Août : début officiel de la lutte armée du PKK au "Kurdistan turc". Création des "Brigades de Libération du Kurdistan" (HRK), commandées par un état-major de ± 10 personnes. Trois des "unités de propagande armée" du HRK, intitulées "21 mars", "14 juillet" et "18 mai" (± 40 combattants armés) attaquent désormais les villages considérés par le PKK comme "collabos". Les combats entre guérilleros du PKK et militaires turcs reprennent également : attaque de deux gendarmeries et d'un mess d'officiers, à Eruh et Semdinli.

Octobre : la Turquie et l'Irak se reconnaissent un droit de poursuite des guérillas kurdes le long des 230 km de leur frontière, dans une zone de 10 km de profondeur. L'armée turque en profite immédiatement pour frapper en Irak. Selon son 2ème bureau, il y a à ce moment-là ± 1700 guérilleros du PDK et 400 du PKK dans la région. Cette année là, le PKK crée une superstructure politique à vocation unitaire, le "Front de Libération Nationale du Kurdistan" (ERNK).

1985

Mai : l'ERNK s'installe à Athènes.

. Fin de l'alliance implicite entre le PDK et le PKK, sur le sol irakien.

1986

Une sorte d'état d'urgence, ou de guerre, règne désormais dans les 11 provinces du sud-est de la Turquie, placées sous les ordres d'un "gouverneur spécial". Création des "gardes de villages", milice kurde encadrée et payée (175 dollars US. par mois, somme coquette pour la région) par les autorités turques. Le nombre de guérilleros du PKK actifs dans la région aurait triplé depuis 1983.

Août : attaque d'une gendarmerie dans la province de Hakkari : 12 militaires tués. En riposte, incursion militaire turque au "Kurdistan" irakien et bombardements massifs.

Octobre : congrès du PKK à Lattaquié, Syrie et création de l' "Armée Populaire de Libération du Kurdistan", qui remplace les HRK, signe du "passage de l'étape de la propagande armée à celle de la fondation d'une armée de guérilla".

1987

Mars : incursion militaire turque au "Kurdistan" iranien. La dernière de ce type : les Iraniens, désireux de protéger leurs alliés Kurdes, signalent à la Turquie qu'ils s'en prendront, en cas de récidive, au pipe-line Irak-Turquie, vital pour ces deux pays.

Juin : des guérilleros du PKK massacrent une trentaine de paysans du village de Pinarçik (16 enfants, 8 femmes). Cette action est violemment critiquée par les autres mouvements kurdes. A cette époque, les services de sécurité turcs estiment que l'effectif militant du PKK est de ± 3500 hommes, dont 300 infiltrés au sud-est de l'Anatolie. Une trentaine de ces militants vivent au "Kurdistan" iranien, sous l'autorité d'Osman Ocalan, frère d'Abdallah, dans de petits camps implantés près des localités de Selvana, Rezhan, Ziveh. En Irak, les camps sont proches des localités de Kishan, Nirve, Lolan et Deryasor. En Syrie, proches de Kamisli et Resulyan.

Juillet : 30 autres paysans massacrés par des commandos du PKK dans les villages de Yuvali et Pecenek (province de Mardin).

Août : 27 paysans massacrés dans des villages des provinces de Siirt et de Hakkari. En tout, pour le premier semestre de 1987, plus de 80 morts au "Kurdistan" turc. (civils, guérillas, militaires). Par la suite, devant les réactions très négatives de la population et des autres organisations kurdes, les guérilleros concentrent leurs attaques sur des cibles plus "dures" : les forces de l'ordre, principalement. Cependant, le PDK de Massoud Barzani dénonce son accord (portant sur un soutien logistique en territoire kurde Irakien) avec le PKK. Les organes de propagande de ce

dernier essaient d'accréditer l'idée que les massacres sont l'oeuvre des services spéciaux turcs, désireux de discréditer la guérilla. Mais, fin 1991, Ocalan devra reconnaître que ces exécutions de masse avaient été décidées par un commandants du PKK, "Hogir" de son nom de guerre, un "extrémiste" fort opportunément "exclu" entre temps et "passé au service des Irakiens".

Octobre : signature par Turgut Ozal et Hafez al-Assad d'un protocole d'accord turco-syrien, portant notamment sur les affaires de sécurité. Ozal ne manque pas d'arguments : d'abord celui des eaux de l'Euphrate. En Turquie orientale, un colossal "Projet-Anatolie du Sud-est", 20 milliards de dollars,

prévoit un ensemble de barrages, de centrales hydro-électriques et de systèmes d'irrigation, sur le cours supérieur du Tigre et de l'Euphrate, le tout destiné à mettre en valeur la partie la plus défavorisée du pays... Notamment le "Kurdistan". Trois barrages, Keban, Krakaya et Atatürk, sur le haut cours de l'Euphrate, vont désormais permettre à Ankara de contrôler le débit de la seule grande voie d'eau régionale, vers la Syrie et l'Irak. La Syrie, notamment, va voir son agriculture menacée par une réduction du flot, sans oublier sa production hydro-électrique et même l'eau potable des grands ensembles dans les villes syriennes. Assad est donc contraint de faire une (modeste) concession : le PKK ne disposera plus de camps en Syrie et ne pourra plus s'infiltrer en Turquie à partir de ce pays; en échange, Ankara s'engage à maintenir le flux d'écoulement de l'Euphrate en Syrie à 500 M3 par seconde minimum. Les camps du PKK en Syrie sont alors déplacés vers la Bekaa.

1988

Au début de l'année les autorités militaires turques estiment à 1000 le nombre des guérilleros PKK, bien armés, présents en Turquie.

Au "Kurdistan" irakien, de jeunes révolutionnaires scissionnistes du PDK, issus des provinces de Batinan et de Soran, créent au début de l'année un "Partiya Azadiya Kurdistan", PAK (parti pour la libération du Kurdistan) qui est le satellite du PKK en Irak. Depuis plusieurs mois, ses futurs cadres sont à l'entraînement dans des camps du PKK au "Kurdistan" iranien. Petit à petit, et, depuis l'été de 1991, avec l'appui implicite du pouvoir irakien, le PAK va s'implanter dans les districts de Dahok,

Zakho, Suleimanyeh, Shaklava et Diana. De jeunes Kurdes irakiens combattent, à partir de 1991, dans les guérillas du PKK en Turquie. Le PAK tente désormais de s'implanter au sud du "Kurdistan"

irakien, dans les régions productrices de pétrole.

Mai : le PKK signe à Damas un protocole d'accord avec l'UPK. Talabani et Ocalan sont présents.

Premier semestre de 1988 : 258 attentats, embuscades, etc. au "Kurdistan" turc. Il y en avait eu 143 pour la période comparable de 1987.

Août : violente offensive de l'armée Irakienne. Objectif : créer en zone Irakienne un "cordon sanitaire" dépeuplé, de 30 Km. de profondeur, le long de la frontière turque. Plusieurs dizaines de milliers de Kurdes s'enfuient en Turquie, et 30 000 y restent comme réfugiés. Le PKK signe un accord de coopération avec Dev. Sol, en Turquie et à l'étranger

A la fin de l'année, et depuis la reprise en force de la guérilla (Août 1984) il y a eu au "Kurdistan" turc 552 morts (civils, guérillas, militaires) dont 296 guérilleros du PKK, 61 femmes et 63 enfants. Chiffres officiels : il y aurait eu en réalité près de 3000 morts. Pour la seule année 88 : 257 morts, 150 blessés, 683 condamnations.

1989

Au 1er trimestre, arrestations massives au "Kurdistan" turc : plus de 4000 militants et sympathisants

du PKK. A partir de mai, la violence redouble. Le théâtre d'opérations du PKK s'agrandit vers le nord de la Turquie (15 morts dans la province de Van en août).

Au cours de l'été, le PKK conclut des alliances avec une OCC turque, le THKP-C/Acilciler - son

chef, Mirhac Ural est très lié à Abdallah Ocalan.

Septembre : le PKK possède désormais deux stations de radio mobiles dans la région. Sur le terrain, dans les villes : attentats à la bombe contre des bâtiments officiels, attaques à main armée, assassinats, enlèvements; coups de main dans les villages (21 morts, des "gardes" du village d'Ikikaya, en novembre). Désormais s'opposent sur le terrain ±15 000 "gardes de villages", les forces de l'ordre turques (gendarmes, militaires, policiers, renseignement) : ±40 000 hommes et les guérillas du PKK, difficiles à cerner -"Bergers le jour, terroristes la nuit"- mais sans doute près de 2000 hommes. On compte à présent jusqu'à 70 morts par mois. La force militante du PKK est désormais estimée à 5000 hommes. Dont 200 guérilleros dans la région de Basiyan (triangle Turquie-Iran-Irak). En Irak, des installations du PKK sont repérées près des localités de Kishan, Duruk, Urah, Gülkan, Besili, Sutumi, Zivek, Artis, Nazdur, Birri, Kiru, Barzan, Hayat, Ikmalah, S. Yunis et Durjan.

A la fin de l'année, une scission de militants et de cadres kurdes du Parti social démocrate turc, SHP, alors dans l'opposition, donne naissance au Parti populaire du travail, HEP, proche des thèses du PKK et soutenu par lui. Depuis 1989, on note que la propagande du PKK contient des sourates du Coran et des prières musulmanes; l'islam y est présenté comme une force révolutionnaire positive.

1990

A partir de cette année-là, les autorités turques cessent de sous-estimer le PKK, naguère considéré comme un simple rassemblement de "bandits".

Février : environ 150 manifestants du "Comité du Kurdistan" - qui sert de couverture au PKK en France - manifestent aux abords du Grand Palais, à Paris, où François Mitterrand inaugure avec Turgut Ozal l'exposition "Soliman le magnifique". Heurts avec le service d'ordre; plusieurs dizaines

de kurdes interpellés.

. A l'occasion du nouvel an célébré au printemps par les Kurdes et les Perses (le "Nowrouz"), le PKK décrète la semaine du 21 au 28 mars celle de la lutte populaire contre la colonisation; dans les villes du "Kurdistan" turc, au sud-est de l'Anatolie, beaucoup de foyers éteignent les lumières entre 23h. et minuit et font jouer des cassettes (interdites) de musique kurde. Pour la première fois, des jeunes jettent des pierres aux forces de l'ordre turques, érigent des barrages et brûlent des pneus, façon "Intifada" principalement dans les provinces de Mardin, Siirt et Elazig. La presse turque compare ces manifestations à l'Intifada en Palestine. Dans la ville de Cizre (10 km. de la frontière syrienne), des incidents violents ont lieu : les adultes apportent les pierres que jettent ensuite les jeunes, qui portent désormais des keffiehs palestiniens; le couvre-feu est décrété et 300 personnes, mises en garde à vue. Dans la ville de Nusaybin, manifestation interdite, un mort, cinq blessés, à l'occasion des obsèques d'un combattant du PKK tué lors d'un accrochage.

Avril : les commerçants de Mardin et de Diyarbakir ferment boutique en solidarité avec les interpellés de Cizre et Nusaybin. Actions de propagande nocturne du PKK dans ces villes.

. Depuis le début du mois de mars, 97 tués au "Kurdistan" turc; 16 seulement au premier trimestre de 1989. Depuis le 15 août 1984 (début de la lutte armée du PKK sur le sol turc) 2000 personnes (civils, guérilleros, forces de sécurité turques) ont été tuées.

Mai : congrès national du PKK, qui reconnaît le "rôle positif" du HEP

Novembre : le colonel Kadhafi envoie un télégramme de protestation contre "le massacre des Kurdes" au président Ozal. Autre message du colonel, de soutien celui-ci, à Abdallah Ocalan.

. A la télévision suédoise, un dirigeant du PKK menace de se livrer à des "massacres de masse" de touristes sur la côte occidentale de la Turquie (l'une des destinations favorites des Suédois...).

1991

Depuis le début de la crise du Golfe, Saddam Hussein s'est rapproché du PKK et lui fournit désormais armes et équipements militaires.

Février : Chiffres fournis par le procureur de Diyarbakir (Cour de sûreté de l'Etat) : près de 900

combattants du PKK sont emprisonnés et près de 350 sont en instance de jugement.

. Suite à un timide rapprochement entre la Turquie et la Syrie, Abdallah Ocalan déclare que le PKK ne recherche plus l'indépendance totale pour le "Kurdistan" turc, mais une "expression politique libre" pour les populations locales.

Août : au moment où, chaque année, le PKK fête le début de sa lutte armée (15.8.84), importante opération aéro-terrestre de l'armée turque, qui pénètre de 20 km en Irak et y reste trois jours, pour "retrouver les touristes allemands"; bombardements au sud de la ville d'Hakkari.

. Bilan de la répression au "Kurdistan" turc, 1987-91 : 2639 incidents armés, 4807 interpellations, arrestation de 1353 "combattants du PKK".

. Le 15 août : le PKK organise des manifestations armées nocturnes, meetings, etc. dans les villes de Cizre, Nusaybin, Bismil, Midyat (provinces de Diyarbakir et de Mardin). Affrontement près de Sirvan : 16 morts, dont 14 du PKK.

. Abdallah Ocalan menace à nouveau de s'en prendre aux touristes qui n'auraient pas le "visa" du PKK pour se rendre au "Kurdistan turc". En août et septembre, vague de kidnappings d'étrangers (allemands, américains, anglais, australiens, etc.) relâchés ultérieurement.

. A Bar-Elias, au Liban, grande réunion internationale de kurdes pro-PKK (venus d'Irak, du Liban, de Syrie, de Turquie, d'Allemagne, d'Italie et de Grèce)

. Affrontements à Mardin : 3 combattants du PKK capturés. Selon le ministre turc de l'intérieur, les récentes opérations de ratissage ont permis de tuer 25 combattants du PKK et d'en capturer 324. Depuis 1987, 771 guérilleros du PKK ont été tués, 55 blessés et 24 capturés les armes à la main. 240 autres se sont rendus.

. Le gouvernement irakien fermant les yeux, le PKK dispose désormais de bases importantes dans les districts de Zakho, Dohouk, Anesk, etc. au "Kurdistan" irakien.

. Désormais, le PKK abrite des unités à l'entraînement de Dev. Sol et du TKP-ML/Partizan dans son

camp de Helwé, au Liban. Sans doute à la demande des "frères" syriens : les militants du PKK tiennent les communistes-combattants turcs pour des fous furieux et apprécient peu que, même au camp et en leur seule présence, ceux-ci ne quittent jamais leurs cagoules...

Septembre : intensification des opérations lancées par le PKK à partir de l'Iran.

Octobre : un porte-parole du PKK affirme que son groupe contrôle une "zone libérée" de 43 000 Km² dans le nord de l'Irak et l'est de la Turquie et "bénéficie d'un soutien politique de l'Iran".

. Deux opérations aéro-terrestre de l'armée turque dans le "Kurdistan" irakien (4000 hommes, aviation, hélicoptères, commandos etc.).

A la fin de l'année, le PKK, qui dispose désormais de mortiers de 120mm et d'artillerie anti-aérienne, est actif dans les provinces et districts de Diyarbakir, Dersim, Serhat, Mus, Botan, Mardin,

Malatya, Maras, Adiyaman, Cizre, Nusaybin, Bitlis, Sirnak, Siirt et Hakkari, au "Kurdistan turc".

Pour

1992, le PKK prévoit de développer ses activités de guérilla urbaine, et d'instaurer, dans les provinces de Botan et de Batinan, un "gouvernement de guerre" et une "armée populaire".

1992

Mars : le PKK déclare "la guerre totale" au pouvoir central turc. Nowrouz meurtrier dans le sud-est de l'Anatolie, ± 100 morts. Crise avec l'Allemagne, qui suspend ses livraisons d'armes à la Turquie.

. Ce même mois, interview d'Apo au quotidien turc "Hurriyet" : le budget annuel du PKK s'élève à ±

550 millions de f. Là-dessus, dans l'enquête adjointe, le journaliste estime que ± 175 millions de francs proviennent de divers rackets et trafics en Europe.

Avril : signature d'un protocole antiterroriste "de sécurité et de coopération" entre la Turquie et la Syrie.

Mai : la Roumanie déclare l'interdiction du PKK et de Dev. Sol.

. Le PKK évacue son "Académie militaire" de Helwé, vallée de la Bekaa, Liban.

Septembre : l'armée libanaise occupe les 10 km² de l'ex-camp du PKK, à Helwé.

Novembre : opération militaire de l'armée turque dans la région de Hakurk (aux confins du nord de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran). L'offensive dure dix jours et bénéficie de l'aide des kurdes irakiens,

hostiles au PKK

Estimation du nombre de membres et sympathisants actifs du PKK cette année là : aux alentours de 10 000.

1993

Février : la "Voix du Kurdistan indépendant", radio du PKK, commence à émettre en turc, kurde et arabe depuis le nord de l'Irak, ou depuis la Syrie.

Mars : Rencontre Abdallah Ocalan - Jalal Talabani à Damas. le PKK décrète un cessez-le-feu unilatéral de deux mois et se déclare "prêt à abandonner la lutte armée". Trêve pour le nouvel an kurde (Nowrouz).

Mai : le PKK massacre 33 recrues (désarmées) de l'armée turque dans la région de Bingöl, au "Kurdistan turc". Le PKK rompt la trêve.

Juin : Ocalan annonce la fin officielle de la trêve pour le 8 juin et déclare la "guerre à outrance". Le 24 juin à 10 h. du matin, des commandos du PKK s'attaquent de façon coordonnée à des cibles turques (ambassades, consulats, banques, agences de voyage, compagnie aérienne...), et organisent des manifestations violentes, dans 31 métropoles européennes : incendies, destructions, occupations de locaux, etc. Rien qu'en Allemagne, 80 cibles turques sont touchées.

Juillet : interdiction officielle du HEP, considéré par les autorités turques comme un paravent du PKK. Il est immédiatement remplacé par le DEP, ou parti démocratique.

. 35 habitants de Basbaglar (au "Kurdistan turc") sont tués et le village incendié par le PKK.

. 4 français sont pris en otages par le PKK et libérés 18 jours plus tard.

. En juillet et août, vague de kidnappings (touristes britanniques, australiens, français, autrichiens, etc. relâchés par la suite).

Août : 9ème anniversaire du début de la lutte armée au "Kurdistan turc"; 350 morts dans la week-end de la mi-août. La lutte armée a fait 9000 morts en 9 ans, en Turquie.

. Dans une conférence de presse, "Apo" annonce que le PKK "aura 30 000 guérilleros en armes en 1994".

Novembre : Même type d'attaques qu'en juin, en Grande-Bretagne, Suisse, Danemark, Autriche, Norvège, France et Allemagne (59 cibles, dans une trentaine de métropoles). Un mort et 16 blessés turcs.

. En France, dans 25 départements, vaste opération de police visant le PKK; 110 interpellations (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Annecy, Rouen). Peu après, dissolution du "Comité du Kurdistan" et de la "Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France", considérés comme "paravents du PKK", réalité confirmée par les perquisitions. Dans l'un des locaux visités, la comptabilité du PKK : entre janvier et septembre 93, l'

"impôt révolutionnaire" a permis au PKK de récolter 5 millions de francs (Paris) et 2,2 millions de francs (province). Les sommes recueillies sont ensuite virées sur des comptes en Allemagne.

. Après une vague de perquisitions dans les locaux d'une centaine d' "associations paravents" du PKK, dans toute l'Allemagne, dissolution du PKK pour terrorisme, ainsi que de 35 de ses "paravents légaux", à la demande de Manfred Kanther, ministre fédéral de l'Intérieur.

En 1993, il y a eu ± 4100 morts dans le sud-est de l'Anatolie

1994

De 1984 à 1994 le PKK a perdu 5530 guérilleros, et fait 3218 victimes en Turquie.

Janvier : A Marseille, opération de police contre un réseau de racket du PKK.

Mars : congrès national du PKK, qui prône désormais un "Etat fédéral turco-kurde" et accentue encore la tonalité islamique de ses textes de propagande. Le PKK annonce un nouveau cessez-le-feu unilatéral.

. Des centaines d'activistes du PKK bloquent plusieurs des principales autoroutes allemandes; sérieux affrontements avec les forces de l'ordre allemandes.

Juin : interviewé par l'hebdomadaire allemand "Stern" Abdallah Ocalan déclare : "la dissolution du PKK en Allemagne est une provocation... Le fait que l'Allemagne se range aux côtés de la Turquie contre les Kurdes ne restera pas sans conséquence"..

Avril : opération militaire turque au nord de l'Irak. Comme toujours en semblable occurrence, Ocalan se déclare sur le champ "prêt à faire la paix".

Août : nouvelle opération militaire turque au nord de l'Irak.

Octobre : arrestation en Grande-Bretagne de Faysal Dunlayici, dit "Kani Yilmaz", l'un des chefs du PKK.

. La Suisse, qui tenait les activistes du PKK sous haute surveillance depuis plusieurs mois, en expulse une vingtaine.

Novembre : nouveau cessez-le-feu unilatéral proposé par le PKK

Décembre : à Wuppertal, un kurde âgé de 27 ans, ex-militant en rupture avec le PKK, est assassiné par balles.

A la fin de l'année, le PKK aurait de 10 à 30 000 combattants (réguliers + milices locales). cette année là, 3905 guérilleros et 900 militaires et policiers turcs auraient été tués. Au total, depuis août 1984, il y aurait eu 12 661 morts au "Kurdistan turc" : 2657 membres des forces de sécurité turques; 3302 civils; 6702 membres, ou proches, du PKK.

1995

Janvier : en Allemagne, arrestation pour "terrorisme" de plusieurs militants du PKK.

. Massacre par le PKK de paysans à Hamzali, village de la province de Diyarbakir : 17 morts (dont 5 enfants et 4 femmes).

Février : attaque au cocktail-Molotov de six agences de voyage turques à Berlin, Brème et Cologne (Allemagne).

. Inculpation en Allemagne, pour terrorisme, d'un des chefs du "service action" du PKK pour la région de Stuttgart.

Mars : le 20 (veille du nouvel an kurde) l'armée turque lance un 6ème assaut, l' "Opération acier", dans la zone hors-contrôle du nord de l'Irak. Là se trouveraient, répartis en une vingtaine de camps, de 2500 à 3000 guérilleros du PKK. Les troupes turques s'avancent à 45 km. dans le territoire irakien

et commencent un ratissage difficile dans 10 000 km² de pitons rocheux, canyons, etc. percés d'innombrables grottes. Les troupes turques sont appuyées par des combattants du PDK, qui contrôle en théorie la région.

. Au même moment, vague d'attentats anti-turcs en Allemagne. Un mois d'une véritable campagne de guérilla urbaine, au total plus de 80 attaques dans une vingtaine de villes du pays. Pour le porte-parole du PKK en Belgique, il s'agit d' "une réaction normale à l'oppression des kurdes".

. Suite à ces actions, dissolution du Bureau d'Information du Kurdistan (sis à Cologne, successeur du Comité du Kurdistan, lui-même dissous en novembre 1993, et de 5 associations kurdes de Bavière, comme étant des paravents du PKK.

. En mars et en avril, autres affrontements à Bâle (Suisse), suite à la fermeture d'un bureau du PKK, à Stockholm et Malmö (Suède), à Vienne (Autriche) et à Amsterdam (Pays-Bas).

Avril : un mois après le début de l'offensive, il y aurait 464 maquisards du PKK tués au nord de l'Irak, et 12 capturés. Lors d'opérations analogues au "Kurdistan turc", 305 guérilleros du PKK tués, 49 capturés.

. Abdallah Ocalan menace les États-Unis et l'Europe d'un "Jihad au nom de l'humanité et de l'islam" si elles soutiennent encore l'offensive turque au nord de l'Irak. (interview au journal "al-Hayat",

publié à Londres).

. Dans le sud-est de l'Anatolie, le PKK fait voter officieusement pour les islamistes du Refah partisi aux élections municipales turques.

Mai : La Bulgarie (où séjournent ± 9000 kurdes) interdit les activités du PKK sur son territoire.

Juin : un dirigeant du PKK arrêté à Kiel, Allemagne, pour terrorisme; ex-cadre du "service action" de

son parti à Brème puis à Berlin.

. depuis 1984, plus de 13 000 morts au "Kurdistan turc", par la guérilla et sa répression.

. accrochage à la frontière irano-turque : 4 guérilleros du PKK et un militaire iranien sont tués.

. Ocalan dit à "Stern" : "Nous avons la force de faire [du "Kurdistan turc"] un autre Vietnam".

Juillet : opération militaire turque (une semaine) au nord de l'Irak.

. Le ministre turc de l'Intérieur accuse la Syrie de continuer à protéger le PKK. Ocalan réside toujours partie en Syrie, partie au Liban.

Août : Dans une note interne, le service de sécurité intérieure allemand déclare : "Le PKK a plongé si profondément dans la clandestinité qu'il est désormais impossible de l'infiltrer".

. 3000 guérilleros du PKK attaquent violemment les bases du PDK au nord de l'Irak. Pour les experts régionaux, Ocalan agit ainsi pour le compte de Hafez al-Assad - pour qui la Syrie est une puissance régionale ayant droit de regard sur tout le Proche-Orient - et veut ainsi saboter l'accord d'armistice PDK - UPK récemment conclu en Irlande sous l'égide des Etats-Unis - mais sans bénédiction syrienne. •

A ce propos, lire le pénétrant essai de Jean-Christophe Rufin : "Les économies de guerre dans les conflits de faible intensité", Revue "Défense Nationale", décembre 1994 et janvier 1995. Si nous parlons ici de guérillas dégénérées, c'est que certaines d'entre elles ne le sont pas - ou n'ont pas encore eu le temps de le devenir : par exemple, les paysans indiens zapatistes du Chiapas, au Mexique.

"La grande migration - Vues sur la guerre civile", Gallimard - L'infini, 1995

Laurent Greilsamer, "Le Monde" 31 juillet 1985.

"Longtemps marxiste" ? Aujourd'hui, les TLET se considèrent toujours comme "l'avant-garde armée de la lutte de libération nationale" et Prabhakaran est toujours "commandant suprême et président du comité central des TLET". Son programme s'intitule toujours "De la guérilla prolongée à la guerre populaire de libération nationale". L'ensemble relève à l'évidence plus de la phraséologie stalino-maoïste que du vocabulaire libéral ou démocrate-chrétien... C'est d'ailleurs l'avis de Sumantra Bose auteur (indien) d'un ouvrage récent, par ailleurs favorable aux Tigres "States nations, sovereignty : Sri Lanka, India and the Tamil Eelam movement". Voilà ce qu'il dit : "Construire des bases militaires au sein des masses populaires : les Tigres ne font qu'appliquer les enseignements de celui qui ramassa tout un ensemble de techniques de guérilla en une doctrine opérationnelle achevée, subordonnée à une philosophie politique globale : le président Mao."

En réalité, les "Tigresses" portent deux capsules de cyanure au cou; symbole de la double aliénation qu'elles estiment subir : colonialisme et sexisme.

La plupart des dirigeants des OCC turques des années 70 sont d'ailleurs kurdes eux mêmes : Deniz Gezmiş (THKP-C), Mahir Cayan (THKO), Ibrahim Kaypakkaya (TKP-ML/TIKKO), par exemple.

"al-Wasat", Londres, cité par "Courrier International" du 27/4/95.

Les "sentences" sont rendues par le "Tribunal populaire révolutionnaire" du PKK et exécutées par un "Groupe des opérations spéciales". Le dernier de ces meurtres avérés remonte à 1993 en Allemagne et à 1991, en France. Le PKK pratique également la

séquestration et la torture.

En Europe, le PKK se dissimule derrière un transparent "Comité du Kurdistan" disposant de bureaux à Paris (dissous en novembre 1993), Bruxelles, Belgique; Bâle, Suisse; Londres, Grande-Bretagne; Cologne, Allemagne (dissous en novembre 1993), Vienne, Autriche; Copenhague, Danemark; Athènes, Grèce; La Haye, Pays-Bas; Madrid, Espagne; Nicosie, Chypre.

Pourtant tolérante à l'extrême envers tout "Mouvement de Libération" du Tiers-monde, la Suède a qualifié dès 1984 le PKK de "groupe terroriste" et interdit A. Ocalan de séjour.

En Belgique, le PKK est en contact avec un petit mouvement d'extrême-gauche, le Parti du Travail de Belgique. Il est implanté dans la communauté des mineurs kurdes du Limbourg, à Verviers et Liège, ainsi qu'à Bruxelles, l'un des pôles de la ligne de chemin de fer Cologne-Bruxelles, très fréquentée par les émigrés kurdes en Europe.

Athènes, juin 1990, "Hamit", l'un des dirigeants de l'ERNK participant à la "Conférence des partis socialistes d'Europe et de la Méditerranée", "remercie la Grèce pour son aide" et demande une rallonge à la subvention annuelle de 10 millions de dollars qu'elle accorde au PKK. A la tribune, Mihailis Kharalambidis, du comité central du Pasok.

Les "Yézidis" sont une secte gnostique et dualiste mal connue; ses membres (100 à 300 000) sont tous kurdes. Eux-mêmes se nomment "Dawasin"; "yézi" étant une injure dans le vocabulaire chi'ite duodécimain (le calife Omeyyade Yézid fait mettre à mort l'imam Hussein, à Kerbala, le 10 octobre 680). Les "Dawasin" vénèrent le tombeau du cheikh Adi ibn Musafir (prêcheur ismaélien ou nestorien) sis au nord de l'Irak, près de Mossoul. Ils adorent et redoutent un ange maléfique en forme de paon et abominent... la salade (mauvais souvenir des manichéens végétariens ?).

la "Fédération révolutionnaire arménienne", Dachnaksoutioun ou Dachnak, mouvement de défense et de souveraineté arménien, se crée en 1890, quand la situation se dégrade sérieusement dans l'empire Ottoman. Dès le XVIIIème siècle, l'archevêque arménien d'Etchmiayzin se déclarait le chef spirituel de tous les arméniens de l'empire Ottoman.

Un premier procès de 11 membres du Dro, inculpées de "banditisme, meurtres, meurtres avec préméditation, crime organisé par plusieurs personnes, avec circonstances aggravantes, trafic de drogue, possession illégale d'armes et usage de faux documents", devrait se tenir à Erevan durant l'été 1995. Voir sur l'affaire Dro "Armenian Life Weekly", Los Angeles, 10/3/95, "Gamk", quotidien, Paris, mai-juin 1995 et le discours du président arménien Levon Ter-Petrossian devant le parlement d'Arménie le 18 mai 1995.

Voir notamment la dépêche du 15 juillet 1995 de l'agence de presse égyptienne MENA, impartiale

sur ce sujet, qui révèle que l'Iran islamique fournit à Talabani d'importants lots d'armes lourdes, pour l'aider à dominer la zone hors-contrôle au nord de l'Irak.

GUÉRILLAS DÉGÉNÉRÉES - 14

GUÉRILLAS DÉGÉNÉRÉES - 1